

Des journalistes marchent pour la liberté de presse (A2)

Le chef du Bloc veut démasquer Maurice «Mom» Boucher (C15)

«On ne soigne pas un cancer avec de l'aspirine»

Le chef du SPRS réclame des moyens pour intervenir À LIRE EN A15



SYDNEY 2000

SÉBASTIEN GROULX ET MARYSE TURCOTTE

Un rêve à bout de bras

CAHIER D



La Tribune

http://www.latribune.qc.ca

28 ANS

samedi

SHERBROOKE
16 septembre 2000
91e ANNÉE - No 178
0,65 (WEEKEND: 1,75\$) Plus taxes
Tarif Floride 1,75 \$ (week-end 2\$)

MEMPHRÉ GM
PONTIAC · BUICK · GMC
843-5767
1761, rue Sherbrooke
MAGOG

RÉORGANISATION MUNICIPALE

Harel nommera un mandataire

Luc LAROCHELLE
Sherbrooke



Louise Harel, ministre des Affaires municipales

Il n'est pas question pour la ministre des Affaires municipales d'arbitrer dans l'immédiat les différends entre Sherbrooke et sa banlieue: Louise Harel procédera plutôt dès les prochains jours à la nomination d'un émissaire qui sera chargé d'accompagner les villes de la MRC de la région sherbrookoise dans leur réflexion sur le partage des coûts et l'organisation des services.

Cette proposition de Mme Harel a rallié les maires, qui se sont présentés devant elle dans la discorde. Elle expose toutefois les élus à une intervention directe du gouvernement provincial pour imposer des changements si les municipalités n'arrivent pas à s'entendre.

Le mandataire de Québec sera investi d'une double mission: amener les neuf villes de l'agglomération sherbrookoise à un consensus sur le partage des équipements régionaux, d'ici le 30 octobre, et établir avec elles, d'ici le 1er décembre, le modèle de regroupement souhaitable pour réduire le nombre de municipalités. Québec alloue donc un mois de plus aux maires pour s'entendre sur les infrastructures supralocales mais raccourcit de 30 jours le délai qui était prévu pour discuter des fusions.

«L'avis de recherche est lancé dès maintenant pour trouver une perle rare, une personnalité crédible, qui aurait la notoriété et l'autorité morale pour faire progresser les parties. Les maires ont convenu de me faire leurs suggestions et j'en discuterai avec mes collègues du Conseil des ministres, la semaine prochaine. J'espère pouvoir annoncer la nomination du mandataire à l'intérieur de délais très courts», a indiqué la ministre Harel, lors de sa participation à une table éditoriale de *La Tribune*.

La région de Sherbrooke passera donc par le même exercice de concertation que celui décrété dans la loi 124 pour les régions de Montréal, Québec et Hull. Les villes du Saguenay viennent également d'accepter ce mécanisme pour essayer de réconcilier leurs positions.

Les noms de Jacques O'Bready, ex-maire de Sherbrooke et ancien sous-ministre des Affaires municipales à Québec, Roger Nicolet, qui a été maire d'Austin et acteur influent dans plu-

sieurs dossiers sur la scène provinciale, ainsi que Paul Prévost, un professeur de l'Université de Sherbrooke s'étant toujours intéressé à l'organisation des communautés, circulent comme étant des personnes qui auraient l'envergure pour répondre à cette commande ministérielle.

Sans détour, la ministre Harel a indiqué que les maires ne devaient plus continuer à argumenter sur la base d'études commandées à des consultants.

«Ce n'est pas la bonne façon de travailler. On n'a généralement qu'à regarder qui est le commanditaire d'une étude pour passer aux conclusions. Si Alphonse Desjardins avait demandé de l'avis de consultants, il n'aurait pas lancé le Mouvement Desjardins, si Jacques Parizeau s'était référé strictement à des études, il n'aurait pas suggéré la création de la Caisse de dépôt. Il faut prendre des décisions pour l'avenir et avancer», a-t-elle dit.

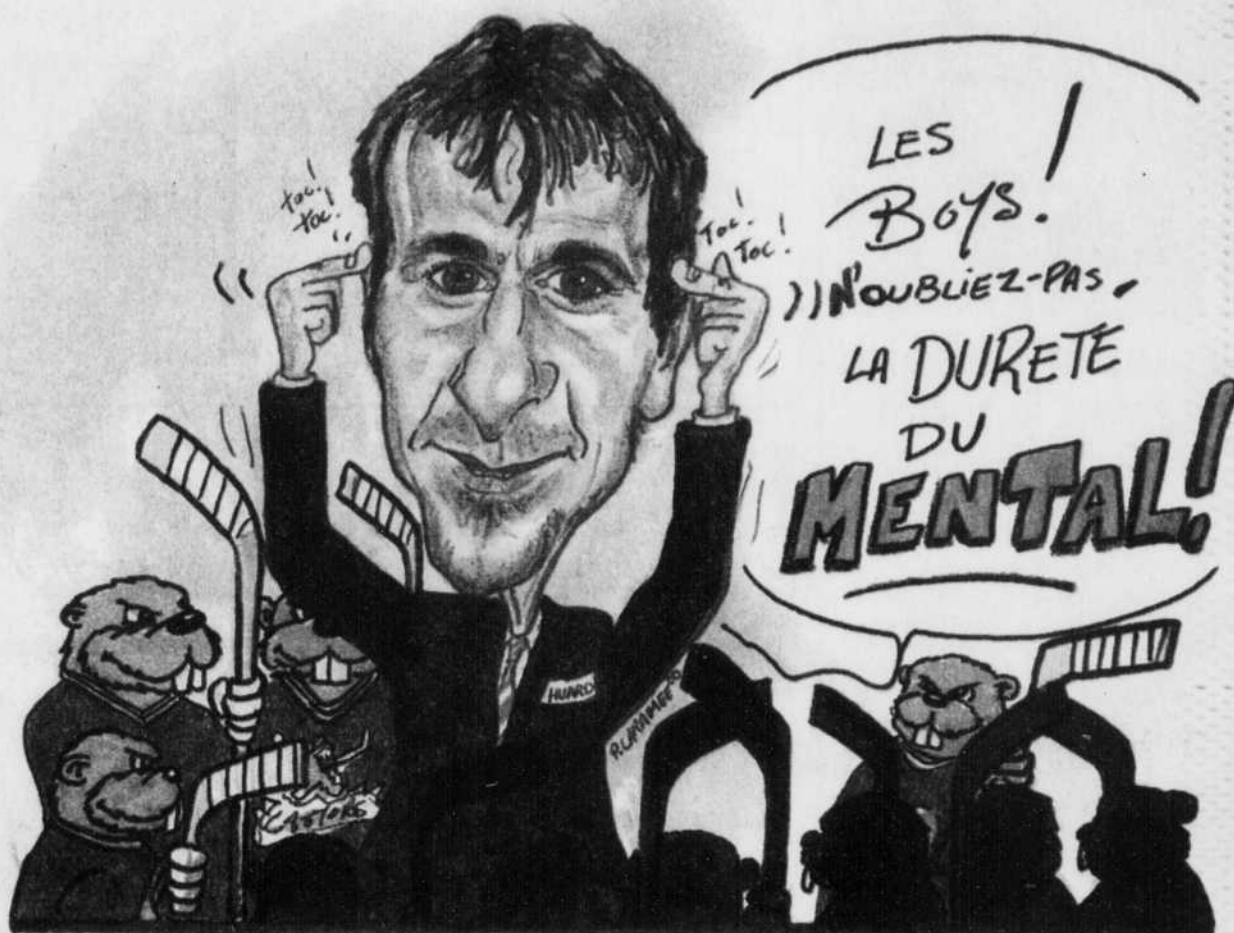
Au terme d'une rencontre privée

Harel nommera... (suite en A2)

La proposition de la ministre satisfait les maires (A3)

Les maires condamnés à s'entendre - L'éditorial en A14

PATRICK HUARD VEUT GAGNER



ENTRAÎNEUR HONORAIRE AU MATCH INAUGURAL DES CASTORS

«Je ne suis pas là pour faire le clown»

Louis-Éric ALLARD
Sherbrooke

Il n'y a pas que les joueurs de Castors qui seront rongés par la nervosité lors de l'ouverture officielle, demain. Leur entraîneur honoraire, l'humoriste Patrick Huard, admet qu'il aura aussi quelques papillons dans l'estomac.

Huard se retrouvera derrière le banc des Castors, demain à 16h, lors de la visite des Olympiques de Hull au Palais des sports pour le premier match local de la saison 2000-2001 de la formation sherbrookoise, de la Ligue de hockey junior majeur du Québec.

«Je suis un peu nerveux. C'est le genre d'événement, où tu veux faire ta part, mais où tu ne veux pas être dans les jambes. Au moins, je me sens confortable avec les entraîneurs qui seront avec moi derrière le banc. Je connais un peu Normand Gosselin (le directeur général des Castors) pour l'avoir côtoyé lors de mes années de hockey mineur à Montréal», confie Huard.

Ce dernier prend son rôle d'entraîneur honoraire très à coeur. «À partir



4

LES DÉTAILS EN D3



5

de maintenant, je suis un Castor et c'est sûr que je veux gagner, car je suis quelqu'un de compétitif qui n'aime pas perdre. Je suis excité par ce match. Si ma présence peut constituer une motivation supplémentaire pour les gars, c'est tant mieux.»

Et comment voit-il son rôle d'entraîneur honoraire, demain?

«Si je peux encourager les gars avec une petite tape dans le dos, c'est tant mieux. Si je peux pomper l'équipe et crinquer la foule, je le ferai», dit-il.

Huard met toutefois des bâtons sur sa présence derrière le banc de l'équipe. «Je ne suis pas là pour faire le clown. Ça ne sera pas comme avec

Les Boys. Je comprends l'importance d'un match d'ouverture pour des joueurs de hockey junior. Ils veulent tous laisser une bonne impression.»

Va-t-il parler aux joueurs avant le match?

«Je ne sais pas. Je vais faire ce que les entraîneurs vont me demander. S'ils jugent que c'est bon que je parle aux joueurs avant le match, je le ferai.»

S'il s'entretient avec les joueurs, va-t-il être question de la dureté du mental? «Non, répond-il en riant. Je vais laisser ça à Marc Messier.»

Huard qualifie de tempête dans un verre d'eau le commentaire d'un journaliste de *La Presse* qui s'en était pris aux Castors et à lui pour cette histoire d'entraîneur honoraire d'un soir.

«Dans le fond, quand j'ai vu ce commentaire, cela m'a ravi, car cela a confirmé que la stratégie des Castors était excellente. On a pris un événement que personne n'approuvait (les incidents de Rouyn-Noranda) et on a fait renverser la situation de bord», souligne Huard.

Rappelons que le centre de réadaptation de l'Estrie recevra 50 sous pour chacun des billets vendus pour le match de demain.

Météo / C12

PLUIE
14
6h26 ↓ 18h55
21 sept 27 sept 05 oct 13 oct

Escapade du jour
Les Moutts de P.O.M. inc.
795, ch. Alfred-Desrochers, Magog
(819) 843-6278
Venez découvrir le fameux moût de pomme pétillant et les secrets de sa fabrication. Dégustation et visite gratuites. Boutique de produits régionaux. Vente de pommes sur place.
Tous les jours de 10 h à 17 h.
(819) 820-2020 • www.tourisme-cantons.qc.ca

Les arts
Bruno Pelletier s'estime gâté par la vie
CAHIER G



ScotiaMcLeod vous remercie d'avoir contribué à dépasser l'objectif fixé. Grâce à votre générosité la somme de 40 000 \$ a été recueillie.

Tournoi de golf LEUCAN ESTRIE
Raymond Tardif et Michaël Labranche, présidents d'honneur
(819) 829-5533 1 800 567-7382

«Le tournoi LEUCAN-ESTRIE édition 2000»
Un énorme succès!

ScotiaMcLeod
Partenaires à vieSM
Membre du FCPÉ

INDEX

Rubriques	Page
Annonces classées	C-1, D-8
Arts et spectacles	G-1
Bandes dessinées	E-6
Carrières et professions	B-5
Chez nous	E-1
Décès	D-9
Économie	B-1
Éditorial	A-14
Horoscope	E-6
Le monde	D-12
Loteries	A-5
Messier en liberté	H-8
Météo	C-12
Mot perdu	E-6
Mots croisés	C-6
Nos sorties	H-5
Sports	D-1
Vie religieuse	E-3
Voyages	F-1

À L'INTÉRIEUR



Laurent Lemaire prend le mont Gleason sous son aile (A12)

L'équipe Cousteau épargnée des tribunaux (B13)



Jacques Proulx joint sa voix aux contestataires de Stratford (D14)

LA RÉDACTION

Ligne ouverte: 564-5456, poste 444
Télécopieur: (819) 564-8098
Téléphone: (819) 564-5454
Courrier électronique: redaction@latribune.qc.ca
Page Internet: http://www.latribune.qc.ca

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 564-5450, 11K 2X8
Journal quotidien publié à Sherbrooke par
Les Journaux Trans-Canada (1996) Inc.
(division La Tribune)

TÉLÉPHONES

Annonces classées: 564-2222
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466
ENVOI DE PUBLICATION: Enregistrement No 0529168

LIVRAISON

Camelots et camelots motorisés
Prix de vente.....3,52 \$
T.P.S.....25 \$
T.V.Q.....28 \$
Coût à l'abonné.....4,05 \$

ABONNEMENTS

Abonnement payé à l'avance:
endroits desservis par camelot et camelots motorisés.

Temps	Prix	TPS	T.V.Q.	Total
1 an	165,17 \$	11,56 \$	13,26 \$	189,99 \$
6 mois	88,00 \$	6,16 \$	7,06 \$	101,22 \$
3 mois	45,00 \$	3,15 \$	3,61 \$	51,76 \$
1 mois	25,00 \$	1,75 \$	2,01 \$	28,76 \$

Abonnement par la poste: Territoire immédiat

Temps	Prix	TPS	T.V.Q.	Total
1 an	255,00 \$	17,85 \$	20,46 \$	293,31 \$
6 mois	140,00 \$	9,80 \$	11,24 \$	161,04 \$
3 mois	80,00 \$	5,60 \$	6,42 \$	92,02 \$
1 mois	50,00 \$	3,50 \$	4,01 \$	57,51 \$

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS
1 an 700,00 \$, 6 mois 410,00 \$, 3 mois 265,00 \$, 1 mois 130,00 \$
"La Tribune" est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

La semaine prochaine dans La Tribune

Tous les jours



Une couverture quotidienne et complète des Jeux olympiques

Lundi

Mérite estrien
Jeannette Bolduc: une vie engagée qui a marqué Desjardins



Patrick Huard et les Castors: Le bilan du match d'ouverture

Journée des Townshippers: les anglophones échantent et s'amuse

Mardi

L'Estrie tournée vers l'avenir: le journaliste Gilles Fiset se glisse dans l'univers de Pro-Gestion



Mercredi

Le Séminaire de Sherbrooke lance une campagne de souscription pour sa fondation

Des pionnières de Desjardins sont honorées



Marc Laprise fait une visite des salons de quilles

Tout n'est pas noir dans la santé. La Régie régionale de la santé dévoile un document

Jeudi

Centraide en appelle à la générosité des Estriens

Vendredi

Notre chronique sur le hockey mineur estrien

Faciliter l'accès à une première maison

Aussi à ne pas manquer toute la semaine

La chronique de Mario Goupil et les potins de Denis Messier.

La Tribune

À lire le samedi et toute la semaine!

Harel nommera un mandataire (suite de la Une)

avec les maires de la MRC de la région sherbrookoise, hier matin, Mme Harel s'est montrée surprise d'avoir échangé avec des élus qui sont restés sereins, malgré les divergences qui les opposent. Elle espère que la maturité dont font preuve les maires élèvera le débat au-dessus des intérêts locaux.

«On n'entreprend un tel branle-bas de combat en se demandant s'il est nécessaire de rouvrir ou non des ententes déjà signées. C'est un faux débat. L'enjeu est d'arriver à développer un modèle d'organisation pour réduire la concurrence municipale et mieux affronter la concurrence mondiale», juge le ministre.

Mme Harel s'est gardée de prendre position clairement dans les litiges portant sur la réouverture des ententes sur la police et les incendies ou la propriété d'Hydro-Sherbrooke afin de ne pas court-circuiter le processus de rapprochement qu'elle met de l'avant.

«Je ne voudrais pas porter de jugement sur de tels enjeux régionaux avant que le mandataire ait rencontré les parties», a-t-elle déclaré.

Louise Harel suggère fortement aux maires de réfléchir à des scénarios de regroupement, en admettant que les ententes de services ne suffisent plus.

«Compte tenu du nombre considérable de services mis en commun dans

notre région, il est temps de se demander si ce ne sont pas les structures qui doivent être mises en commun», a insisté le ministre.

Caisse commune

Contrairement à ce qu'affirmait récemment le député de Johnson, Claude Boucher, les municipalités de la région métropolitaine de recensement (RMR) ne faisant pas partie de la MRC de la région sherbrookoise ne sont pas soustraites à l'obligation de participer au financement des infrastructures de la zone urbaine de Sherbrooke.

«C'est un mandat parallèle que je confierai à la personne qui travaillera

avec les maires de la région sherbrookoise», a dit Mme Harel.

Québec déterminerait ce que des municipalités comme Ascot Corner ou Saint-Denis-de-Brompton auraient à verser à la caisse commune de la MRC de Sherbrooke ainsi qu'à leur MRC locale.

«Les citoyens contribueraient à deux endroits mais ne paieraient pas plus cher pour autant», s'est empressé de préciser M. Boucher, qui accompagnait Mme Harel.

Les municipalités de Stoke, North Hatley, le Canton de Hatley et Compton pourraient également être touchés par cette mesure.

Des centaines de personnes marchent pour Michel Auger et la liberté de presse

Lia LEVESQUE
Montréal (PC)

C'est derrière un énorme «non à l'intimidation» qu'ont marché hier à Montréal des centaines de personnes, dont de nombreux journalistes de tous les médias, en signe d'appui au journaliste Michel Auger, victime d'une tentative de meurtre, mercredi.

La banderole blanche, marquée d'un énorme «non à l'intimidation» en noir, visait à envoyer un message clair aux groupes criminels: les médias ne céderont pas à la menace et au chantage.

La marche s'est mise en branle au métro Mont-Royal pour s'achever dans le stationnement du Journal de Montréal, à l'endroit même où Michel Auger a été atteint.

Pour marquer encore plus cette volonté de résister à l'intimidation, la rédactrice en chef du Journal de Montréal Paule Beaugrand-Champagne a fait savoir que «la plupart des médias canadiens vont publier dans leurs pages les textes et photos» qui constituent la dernière analyse rédigée par Michel Auger sur les motards criminels, la veille de l'attentat.

Les «beaux esprits»

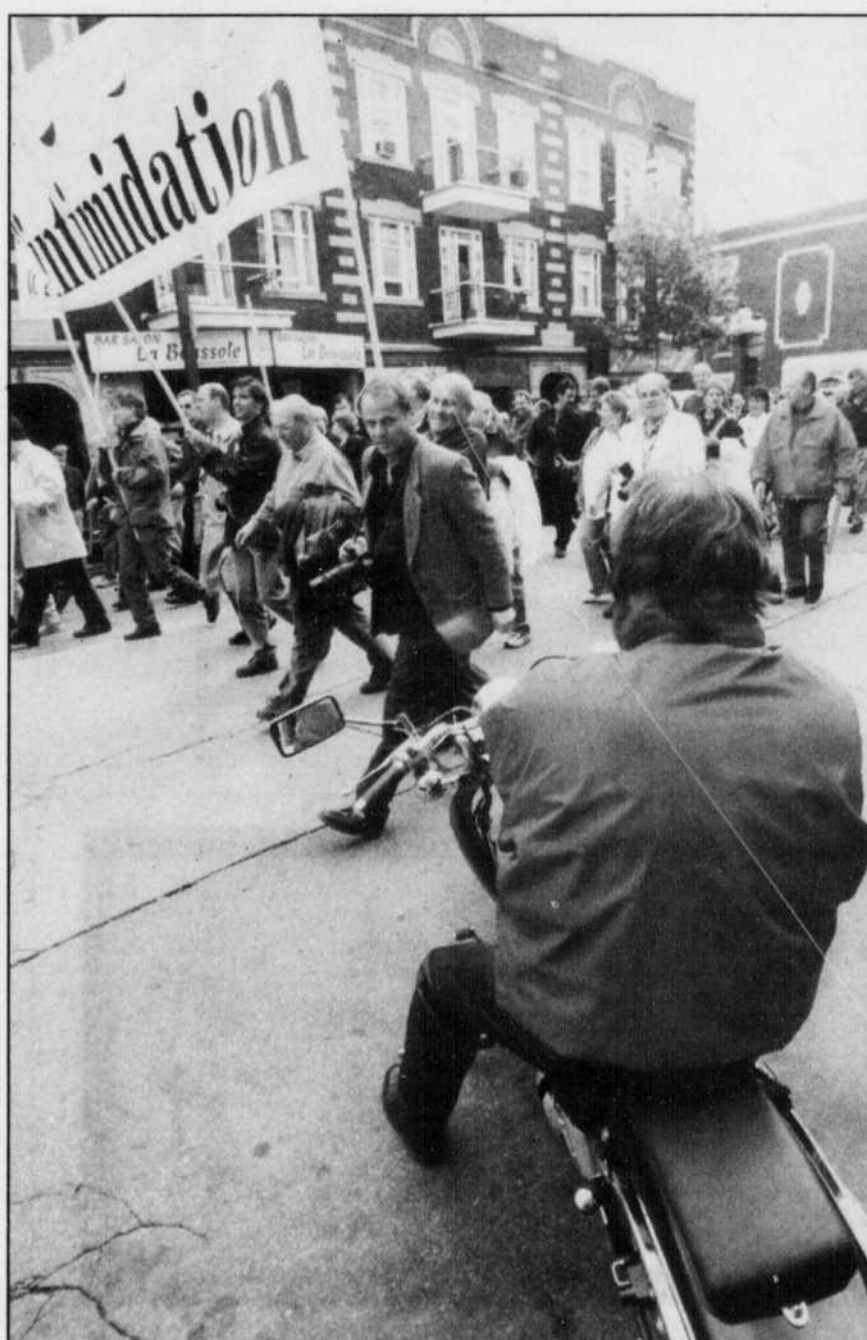
En plus des journalistes, plusieurs personnes ont senti le besoin de manifester leur appui à la cause de la liberté de presse, dont quelques députés et dirigeants syndicaux.

Parmi eux, le député bloquiste Yvan Loubier, qui avait lui-même été victime de menaces pour avoir dénoncé les criminels qui font pousser des plants de cannabis dans les champs de certains agriculteurs de sa circonscription. M. Loubier note que lui a été chanceux, car il a pu bénéficier de protection policière.

«Il faut tout mettre en oeuvre pour qu'on ne soit pas obligé de regarder à tous les jours sous le capot voir s'il n'y a pas une bombe placée.»

Le député Loubier s'en est pris aux «beaux esprits», aux avocats criminalistes qui parlent du respect des droits et des libertés constitutionnelles de tous les individus, y compris les motards criminels. «On n'en a rien à foutre de ça», s'est-il exclamé. Et les droits des victimes?

Les députés Réal Ménard et Jean-



La banderole blanche, marquée d'un énorme «non à l'intimidation» en noir, visait à envoyer un message clair aux groupes criminels: les médias ne céderont pas à la menace et au chantage.

Pierre Charbonneau étaient aussi présents, de même que les dirigeants de la CSN Marc Lavolette et Claudette Charbonneau, la présidente de la Centrale des syndicats du Québec Monique Richard, l'animateur Gaston L'Heureux et le secrétaire général de Reporters sans frontières Robert Ménard.

Le président de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal Guy Bouthillier est venu marcher parce qu'il croit que toute la société devrait se sentir visée par cet attentat contre un journaliste. «Tant que les membres de ces bandes-là s'entrevoient entre eux, on laissait faire. Mais on est tous impliqués. On au-

rait dû s'impliquer plus tôt.»

La présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Hélène Pichette, a salué l'«élan de solidarité» qui a fait que des journalistes de tous les médias, la radio, l'écrit et la télévision se sont élevés contre cette attaque à la liberté d'expression. «Non à l'intimidation et non à la manipulation.»

Il va mieux

Par ailleurs, l'état de santé de Michel Auger, 56 ans, continue de s'améliorer.

Il a repris conscience jeudi soir et, hier matin, les tubes qui l'empêchaient de parler ont été retirés.

Mme Beaugrand-Champagne a précisé qu'un de ses premiers gestes a été de demander à se faire photographier depuis son lit d'hôpital pour rassurer tout le monde et démontrer qu'il avait été «vainqueur de cet attentat».

«Il n'est plus sous anesthésie depuis jeudi soir, écrit sa famille et son employeur dans un bulletin de santé. (Hier) matin, il parlait avec sa famille, qui le soutient sans relâche depuis mercredi, et demandait à un ami photographe de passer le photographe pour bien prouver qu'il se remet bien de ses blessures.

«Cet après-midi (hier), il dormait paisiblement mais reposait toujours au service des soins intensifs. Il est en bonne voie de rétablissement et doit être transféré dans une chambre samedi matin.»

Autres manifestations

Des manifestations similaires ont eu lieu à Ottawa et Québec.

Une quarantaine de personnes ont pris part à la manifestation d'Ottawa, dont Andrew McIntosh, un reporter qui fait aussi du journalisme d'enquête. «La seule chose dont ont peur ceux qui tirent sur les journalistes, c'est la vérité. Et ils devraient avoir peur de la vérité parce que les mots ou les images, imprimés dans un journal ou diffusés à la télévision et à la radio, seront toujours plus puissants que les balles.»

Gilles Toupin, président de la Tribune de la presse parlementaire à Ottawa, a ajouté: «C'est peut-être ce que l'attentat contre Michel Auger va nous apprendre le plus: il ne faut jamais s'asseoir sur nos lauriers. La démocratie n'est pas acquise; la liberté de la presse n'est pas acquise, même dans les plus grandes démocraties.»

Harel fait l'unanimité chez les maires

Luc LAROCHELLE

Sherbrooke

La ministre Louise Harel a ramené l'harmonie au sein des maires de l'agglomération urbaine de Sherbrooke en suggérant la nomination immédiate d'un mandataire pour relancer des discussions en voie d'avorter. Les neuf maires sont d'accord avec l'approche gouvernementale.

Le préfet de la MRC de la région sherbrookoise, Clément Nault, s'est dit particulièrement soulagé de voir venir du renfort.

«Je suis très heureux, car je ressentais une pression énorme en constatant que les échanges nous menaient dans un cul-de-sac. L'entrée en scène d'une personne neutre créera une nouvelle dynamique et me permettra de parler principalement au nom de ma municipalité», s'est réjoui le maire de Bromptonville.

Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, y trouve également son compte.

«Nous gagnons un peu plus de temps pour l'analyse des équipements régionaux en plus d'accélérer le processus d'étude des fusions. Les deux dossiers chemineront rapidement et en parallèle. Il est hors de question que je souscrive à une structure pour gérer le supralocal sans regroupement de municipalités», affirme le maire de Sherbrooke, en convenant que la révision des ententes sur la police et les incendies viendra en temps et lieu.

Climat plus positif

«Si nous arrivons un jour à créer un gouvernement régional qui aura la responsabilité d'administrer les principaux services tout en ayant un pouvoir de taxation, c'est certain que cela nous obligera à revoir les ententes existantes. Mais ça ne doit pas être notre point de départ», allègue Georges Émond de Deauville.

Les maires sont unanimes à dire que le climat sera plus positif à la table de la MRC.

«Au lieu d'essayer de déterminer entre nous



Photo Imacom par Claude Poulin

La ministre des Affaires municipales du Québec, Louise Harel, reçoit les salutations du maire de Sherbrooke, Jean Perrault, au terme de son allocution devant la Chambre de commerce de Sherbrooke, à l'hôtel Delta.

qui a tort ou qui a raison, chacun de nous exposera ses arguments et le mandataire les appréciera au mérite. C'est bien différent et très stimulant», note pour sa part le maire de Rock-Forest, Benoît Charland.

«Ainsi, les villes de la banlieue ne sont plus exposées uniquement au vote prépondérant de la Ville de Sherbrooke, qui peut bloquer toutes les initiatives communes autour de la table de la MRC. L'esprit sera moins à la confrontation»,

juge Francis Gagnon de Fleurimont.

Le maire de Waterville, Gérald Boudreau, se dit rassuré par la formule proposée par la ministre Harel.

«Waterville est une toute petite municipalité au milieu de grandes villes, je ne sais toujours pas quel poids auront nos arguments. Par contre, je suis moins inquiet que si nous avions continué à discuter uniquement entre maires», a-t-il commenté

Lennoxville est assurée de demeurer bilingue

Sherbrooke (LL)

Le statut du bilinguisme de Lennoxville est assuré, peu importe quel sera le modèle de regroupement préconisé au terme des échanges des prochains mois sur l'organisation municipale dans l'agglomération sherbrookoise. Le maire de Lennoxville en a reçu l'assurance hier de la ministre Louise Harel, qui a répété cet engagement au cours de son entretien avec *La Tribune*.

«Mme Harel m'a dit que notre communauté continuera à bénéficier des mêmes privilèges pour le bilinguisme, même si Lennoxville devait se re-

trouver avec une ou plusieurs autres municipalités. C'est important pour les gens de Lennoxville», a célébré le maire Douglas MacAulay.

La ministre responsable des Affaires municipales soutient que le statut de bilinguisme accordé aux municipalités dont la population est constituée à plus de 50 pour cent d'anglophones n'est pas un accroc aux fusions.

«L'intention du gouvernement n'est pas de profiter de la réforme municipale pour retirer le statut bilinguisme obtenu par des villes. Le mandat de notre émissaire sera de ne pas prévoir de modifications qui auraient pour effet de retirer ce statut», a certifié Mme Harel.



Les Turcotte de la 15e avenue, ce sont Maryse, sa mère, Denise, et sa soeur, Karine.

L'heure de gloire



Mario GOUPIL

C'est bien pour dire, il y a juste une fille qui représente le Canada aux Jeux olympiques de Sydney en haltérophilie et c'est l'une des soeurs Turcotte de la 15e avenue, à Sherbrooke. Il s'agit en l'occurrence de Maryse, l'aînée.

Je sais, je sais, l'Association olympique canadienne l'identifie comme une résidente de Brossard. C'est vrai aussi puisque c'est là qu'elle vit maintenant, mais Maryse demeurera toujours une fille de Sherbrooke. Elle sera toujours l'une des p'tites Turcotte de la 15e avenue, où se trouve la maison dans laquelle elle a vécu jusqu'à l'âge de 19 ans. On ne quitte jamais vraiment Sherbrooke. Ni de tête ni de coeur. Parlez-en à la plus grande olympienne que l'on ait connue, Sylvie Daigle.

D'ailleurs, où croyez-vous que la famille et les proches vont se réunir dans la nuit de dimanche à lundi pour assister à l'heure de gloire de Maryse aux Jeux de Sydney?

À la résidence familiale de la 15e avenue, bien sûr.

Même Karine, la jeune soeur de Maryse, qui a connu elle aussi une belle carrière en haltérophilie avant de décider de fonder une famille l'an dernier, sera là. L'intérêt de Karine pour les Jeux de Sydney est double puisque son conjoint, Sébastien Groulx, est l'autre haltérophile canadien classé pour les Jeux. Et qui est l'entraîneur de Maryse et de son beau-frère Sébastien? Nul autre que le conjoint de Maryse, Pierre Bergeron junior. Alors, ces Jeux olympiques sont décidément une affaire de famille pour l'équipe canadienne, du moins en haltérophilie.

Je connais la famille Turcotte depuis de nombreuses années. Comme nous habitons le même quartier, les deux soeurs Turcotte et les deux soeurs Goupil — lire mes filles — ont joué au soccer pour les équipes des Alouettes. Aussi, même si je connaissais d'avance la réponse, j'ai quand même posé la question à Denise Turcotte.

— Alors, pas de voyage à Sydney pour assister aux performances de votre fille Maryse et de votre gendre Sébastien?

— C'est beaucoup trop dispendieux. J'aurais aimé cela, mais c'est une possibilité que je n'ai même pas envisagée...

Les Turcotte ne roulent pas sur l'or. C'est

bien beau les Jeux olympiques, mais il n'y a pas que cela. Parce qu'une fois les Jeux terminés, une fois l'heure de gloire passée, la vie reprendra inévitablement son cours normal. Aussi, lundi matin, comme d'habitude, Denise Turcotte ira «faire des ménages» dans des résidences privées, même si elle aura probablement passé une nuit blanche. Karine, pour sa part, mettra le cap sur la ville de Québec où elle doit recevoir une formation relative à un nouveau emploi. C'est donc, depuis une chambre d'hôtel, qu'elle assistera à la performance de son conjoint, Sébastien Groulx, à 19h30 mardi soir prochain.

Denise Turcotte a d'ailleurs volontairement retardé son travail pour les fins de cette entrevue.

— Elle vient d'où cette force herculéenne de Maryse et Karine?, ai-je demandé à la mère de famille.

Ma question l'a fait sourire. «Je ne sais pas vraiment. Paraît que c'est génétique. Leur défunt père, Robert — il est décédé d'un cancer de l'estomac lorsque Maryse avait sept ans — était un tout petit homme, mais il avait du nerf...» a-t-elle répondu.

Denise Turcotte apprend petit à petit à composer avec l'intérêt soudain que l'on porte à sa fille depuis quelques jours. «Les postes de télévision RDS et CKSH ont demandé de venir ici en pleine nuit, mais je ne sais pas si on va dire "oui". Après tout, c'est de la télé et ça va être la nuit...» dit-elle.

À défaut de pouvoir se rendre à Sydney, Denise Turcotte s'est offert un ordinateur et s'est mise à l'ère de l'Internet afin de pouvoir communiquer plus facilement avec sa fille.

«Justement, Maryse vient de m'écrire pour me dire qu'elle croit maintenant avoir des chances de remporter une médaille, en raison de l'identité des adversaires qui se retrouvent inscrites avec elle. Mais la médaille, c'est pas important. Du moment qu'elle est satisfaite, moi je suis heureuse. Vous savez, cela fait neuf ans qu'elle travaille jour après jour pour vivre ce qu'elle vit là...»

Neuf ans pour une compétition qui durera une heure. Peut-être deux. Il ne reste qu'à lui souhaiter que ce soit une heure de gloire.

Allez Maryse! C'est toute la 15e avenue, toute la ville de Sherbrooke, tout le Québec et tout le Canada qui sont derrière toi, cette fois.

mgoupil@latribune.qc.ca

Une entrevue avec Maryse Turcotte à lire dans le cahier Sports en D1

L'ALTIMA

À LA PUISSANCE 2001

- MOTEUR 2.4 L DE 155 CHEVAUX ■ ENSEMBLE ÉLECTRIQUE ■ RADIO AM/FM/DC ■ TRANSMISSION AUTOMATIQUE ■ CLIMATISEUR ■ SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES ■ ASSISTANCE ROUTIÈRE 24H ■ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

299\$

PAR MOIS
LOCATION 48 MOIS*
OU FINANCEMENT À PARTIR DE 5,8%**

TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour l'Altima GXE 2001 (T4RG71 AFD0). Acompte ou échange équivalent de 2995\$. Limite de 24000 km par année avec 0.06\$/km extra. Premier versement et dépot de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement de 5,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 48 mois. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Beaucage

CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC LTÉE

4339, boul. Bourque, Rock Forest 823-4343

OUVERT CE DIMANCHE

CHANGEMENT D'HUILE ET FILTRE
GRATUIT
jusqu'en 2004

Parce que vous faites partie de la famille!

Louise Harel devant la Chambre de commerce

«Le changement, c'est toujours dérangeant»

René-Charles QUIRION
Sherbrooke

Après avoir pris connaissance de la situation régionale avec les maires de la MRC de Sherbrooke, hier avant-midi, la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, a fait état de la situation des municipalités à l'échelle planétaire devant les convives, dont plusieurs élus de la région, invités par la Chambre de commerce de la région sherbrookoise.

«Il y a deux grands courants mondiaux qui s'opposent lors de la réorganisation municipale. Le regroupement municipal ou des structures supra-municipales avec un pouvoir de taxation. Des pays comme l'Angleterre et l'Allemagne ont préconisé les regroupements municipaux, alors que les États-Unis et la France ont assisté à la naissance d'agglomérations urbaines avec

des pouvoirs accrus», indique la ministre Harel.

Le modèle de la France, propose entre autres, des interventions de la structure supra-municipale dans huit champs de compétences en ayant un pouvoir de taxation important dans ces champs d'intervention.

Le statu quo n'est pas une solution

La ministre des affaires municipales a clairement indiqué aux municipalités de la MRC de Sherbrooke qu'ils n'avaient pas le choix d'en venir à une entente selon l'un des deux modèles proposés. Le statu quo étant mis de côté comme solution.

«Le changement, c'est toujours dérangeant, car c'est exigeant. Un changement d'organisation dans les institutions démocratiques de notre société doit être débattu. Le changement est souhaitable pour les municipalités et s'avère toujours sain. C'est la responsabilité d'un bon gouvernement d'avoir une vision pour faire les changements nécessaires dans une société. Le remettre à plus tard serait une grave erreur», estime la ministre Harel.

Le secteur municipal sera appelé à jouer un rôle clé à plusieurs plans dans la société. Les pôles urbains doivent être favorisés, tout en les réconciliant avec les milieux ruraux.

Photo Imacom par Claude Poulin
La ministre des Affaires municipales, Louise Harel: «Il faut renforcer les territoires urbains, sans laisser tomber les territoires ruraux. Avec une démographie décroissante, nous n'avons plus les moyens de se disperser sur un grand territoire, il faut consolider. Sans compter que les personnes âgées reviennent dans la ville-centre. Il faut y voir».



Harel.

La ministre des Affaires municipales, rappelle que quelque 62 pour cent des résidents d'Ascot et Fleurimont, 57 pour cent de ceux de Rock Forest, 53 pour cent des citoyens de Saint-Élie d'Orford et 50 pour cent des travailleurs d'Ascot Corner viennent gagner leur vie à Sherbrooke.

Décider avant de se faire imposer

Le président de la Chambre de commerce de la région sherbrookoise, Daniel Chassé, a réagi positivement au discours de la ministre des Affaires municipales.

«La Chambre de commerce souhaite que cessent la guerre de sémantique et les chicanes de clochers. Les élus doivent arriver avec des propositions concrètes, avant de s'en faire imposer», estime M. Chassé.

Selon lui, il serait déplorable, au point de vue économique, de se faire imposer un cadre de vie pour les 20 prochaines années, pour des différends entre les maires de la MRC de Sherbrooke.

«La nouvelle structure ne doit pas devenir un monstre bureaucratique. Les structures doivent demeurer accessibles, afin de favoriser le développement économique», mentionne M. Chassé.

«Il faut renforcer les territoires urbains, sans laisser tomber les territoires ruraux. Avec une démographie décroissante, nous n'avons plus les moyens de

se disperser sur un grand territoire, il faut consolider. Sans compter que les personnes âgées reviennent dans la ville-centre. Il faut y voir», indique Louise

COMPLEXE
Le Bel Air
Restaurant, bar, chambres, salle de réception et de banquet
1er Salon d'ésotérisme
et d'artisans en Estrie!
22-23 et 24 septembre
Admission 5 \$
Gratuit pour les moins de 8 ans accompagnés d'un adulte.
Venez voir les talents québécois et... découvrir votre avenir!
4, route 249, Saint-François-Xavier-de-Brompton (Sortie 71 de l'autoroute 55)
Tél. : 845-7891 Téléc. : 845-5020

AVIS DE NOMINATION
Robert
automobiles inc.

DENIS BERNIER
Robert automobiles, concessionnaire Chrysler à Coaticook, est fier d'accueillir M. Denis Bernier au sein de son équipe. M. Bernier, maître mécanicien, bénéficie de plus de 10 années d'expérience chez Elite Plymouth Chrysler.
351, rue Saint-Jacques Sud
Coaticook
(819)849-2746

NOMINATION

M. Claude Gosselin est fier d'annoncer à sa clientèle estrienne qu'il s'est joint à l'équipe de Tapis V.N. de Rock Forest, et vous invite à venir le rencontrer.
Bien connu dans le domaine du couvre-plancher depuis plus de 30 ans en œuvrant aussi bien dans la vente qu'à l'installation, Tapis V.N. est heureux d'accueillir M. Gosselin au sein de son équipe et vous invite à venir profiter de son expérience qui assurera à sa clientèle un service personnalisé.
Vous pouvez donc rejoindre M. Gosselin chez Tapis V.N. au 864-4253 ou le rencontrer à l'adresse suivante : 5260, boul. Bourque à Rock Forest.
TAPIS V.N.

La formation: toute une solution!

Pour en connaître davantage sur ces cours, les critères d'admission et comment vous inscrire, composez le (819) 822-5606 ou adressez-vous directement au Centre Local d'Emploi (CLE) de votre territoire.

Une collaboration de:

- Québec Emploi-Québec
- Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
- Commission scolaire des Sommetts
- Collège de Sherbrooke

29321

Gestion industrielle** Formation initiale: niveau collégial	Technique d'usinage** Formation initiale: niveau secondaire
La formation vise l'acquisition des compétences permettant de gérer une équipe de production; d'intervenir au niveau des opérations, de la planification, du réapprovisionnement et du contrôle de la qualité en milieu industriel.	La formation vise l'acquisition des compétences permettant de programmer et d'ajuster des machines-outils conventionnelles ou à contrôles numériques, d'utiliser divers types de pièces de métal et de résoudre des problèmes liés à l'usinage.
Début: 2000-10-30 Fin: 2002-04-12 Durée: 76 semaines Lieu: Sherbrooke	Début: 2000-10-23 Fin: 2002-04-05 Durée: 77 semaines Lieu: Sherbrooke
Mécanique industrielle** Formation initiale: niveau secondaire	Mise à jour en bureautique Perfectionnement niveau secondaire
La formation vise l'acquisition des compétences permettant d'installer, d'entretenir et de réparer des équipements et de la machinerie industrielle et de chantiers tels que compresseurs, convoyeurs et boîtes d'engrenages.	La formation vise l'actualisation des compétences en informatique des personnes ayant une expérience de travail désoùte reliée à la comptabilité et au secrétariat.
Début: 2000-11-06 Fin: 2002-03-01 Durée: 69 semaines Lieu: Windsor	Début: 2000-09-18 Fin: 2000-12-08 Durée: 12 semaines Lieu: Sherbrooke

** des places sont réservées aux femmes sur ce cours

AUTOMNE 2000

INSCRIPTION DÈS MAINTENANT
Du lundi au vendredi, de 8h30 à 17h
INFORMATION : 821-5601

3-5 ANS
Gym bout de chou et petits pas de danse 3-5 ans
Les petits sportifs 3-5 ans
Les mini-stars 3-5 ans
Les touche-à-tout 4-5 ans
Les petits artistes 3-5 ans

ADULTES
ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES
Conditionnement physique
Conditionnement physique ostéoporose 50 ans et +
Workout
Aquaforme-femmes
Aéro-boxe
Ballon-volant
Badminton

ARTS
Dessin I-II
Aquarelle
Peinture huile/acrylique I-II
Peinture décorative sur bois

ATELIERS INTENSIFS
Atelier d'aquarelle
Atelier de dessin
Atelier de peinture
Atelier de modelage
Atelier sur l'exploration des sens

6-11 ANS
Activités scientifiques 6-8 ans
Basket-ball 9-11 ans
Cirque et gymnastique 6-8 ans
Dessin-peinture 6-8 ans/9-11 ans
Quilles 6-11 ans
Théâtre-humour 9-11 ans
Karaté 6-8 ans / 9-11 ans
Création mode 9-11 ans

SERVICE À LA FAMILLE
Samedi famille
Parents-bambins 0-3 ans
Camp de fin de semaine 6-11 ans
Congés scolaires 5-11 ans
CPE Balan-Mousse
Disco 8-12 ans
Local-Ado 12-17 ans

12-17 ANS
ATELIERS
Cours de gardiennage 11-15 ans
Guitare 12-17 ans
Danse latine 13-17 ans

ALIMENTATION
Cuisine santé
Mets vietnamiens I-II
Cuisine italienne
Cuisine internationale
Poisson I-II
Sushi
Cuisine végétarienne
Pâtes alimentaires et sauces
Canapés et hors d'œuvre

MOVEMENT/EXPRESSION
Danse de ligne I-II
Danse new country I-II
Danse latine
Les après-midi dansants
Baladi
Guitare

ARTS DE LA SANTÉ
Relaxation-méditation
Massage suédois
Tai chi
Spiritualité amérindienne I-II
Initiation à l'art thérapie
Développement personnel par les rêves
Antigymnastique
Retrouver son énergie
Journal de vie

DÉCORATION
Décoration intérieure
Restauration de meubles
Atelier de faux-finis
Atelier d'encadrement de photo
Connaissance des plantes

ANIMATION
Huiles essentielles I-II
Conseils santé
Photographie
Photo II
Tarot
RCR
Secourisme de base
Mangeoires d'oiseaux

LANGUES
Langage des signes du Québec (LSQ)
Espagnol I-II
Atelier d'écriture
Anglais

INFORMATION : 821-5601

Centre communautaire de loisir Sherbrooke inc.
1010, rue Fairmount, Sherbrooke

En collaboration
Ville de Sherbrooke Services récréatifs et communautaires

29300

Des progrès subtils, mais concrets



Luc Larochelle

Obliions un instant le passage hier dans la région de la ministre Louise Harel. Faisons comme si Mme Harel avait attendu que le volcan de la région sherbrookoise lui arrive un matin d'octobre par la poste, pour mieux comprendre le scénario qui se dessine et les victoires morales que savourent autant le maire de Sherbrooke que ses collègues de la banlieue depuis qu'ils ont entendu de la bouche de la ministre que la région aura un «par-rain».

Sans intervention ministérielle, les maires auraient pris connaissance le 22 septembre de la longue liste des rues, des ponts, des arènes et des fêtes de quartier dont ils devront apprécier la portée en essayant de déterminer qui paie combien et pour quoi. Dès l'instant où Jean Perrault se serait montré trop insistant pour obtenir de

l'argent pour un équipement donné, ses homologues lui auraient suggéré de plutôt leur distribuer un rapport annuel d'Hydro-Sherbrooke pour discuter d'un item qui fait l'unanimité... dans la banlieue. Le maire de Sherbrooke se serait planté près du photocopieur et aurait attendu que les secondes s'égrainent jusqu'au 30 septembre.

Quelques minutes avant l'expiration du délai accordé aux MRC pour soumettre une formule régionale, un maire de la banlieue aurait risqué in extremis une proposition. Jean Perrault aurait, cette fois, dégainé à la vitesse de l'éclair et utilisé son vote prépondérant pour neutraliser les huit voix de la banlieue. *La Tribune* aurait titré : les négociations avortent, Québec devra trancher.

Le lendemain, le préfet Clément Nault aurait adressé une lettre à la ministre Harel. «Malgré des efforts soutenus, presque inhumains, les maires de la MRC de la région sherbrookoise ne sont pas parvenus à s'entendre. Vous trouverez, en annexe, copie de la multitude de documents que nous avons parcourus avec des consultants en travaillant jour et nuit. Faites-en ce que vous voulez», aurait-il écrit, en

mourant d'envie d'ajouter : «À part ça, faites donc ce que vous voulez avec la région. Je suis un maire à temps partiel, un préfet sous-payé et j'en ai soupé des discussions qui tournent en rond! Dites à Jean Perrault de m'envoyer une facture et je m'adresserai à la Cour des petites créances si elle est abusive!»

Les maires de la région auraient attendu que Québec rappelle en dépêchant à Sherbrooke des membres de la Commission municipale, le tribunal administratif à qui seront confiés les cas litigieux. Connaissez-vous un tribunal administratif qui fonctionne à la vitesse de la lumière? Non, moi non plus.

Mme Harel est passée en coup de vent dans la région hier et voilà que nous serons dans une semaine là où, de toute façon, la région aurait abouti dans 10, 12 ou 15 mois. Vous avez remarqué la subtilité: la ministre n'a pas utilisé les termes communs conciliateur ou médiateur pour décrire la personne qui entrera en scène comme tierce partie. Elle nommera un mandataire, qui aura une commande précise et des échéanciers à respecter, et qui sera l'oeil avisé du gouvernement provincial.

Mais pourquoi alors les maires sont-ils si ravis de voir apparaître un gardien de la révolution municipale, pour interférer dans leurs échanges et leur pousser dans le dos? Parce que, du côté de la Ville de Sherbrooke autant que du côté de la banlieue, on savait qu'il fallait arriver là pour que le dialogue de sourd devienne un concours de plaidoiries.

Le maire Perrault se sent protégé par les articles de loi, qui spécifient que les seules recommandations acceptables pour le gouvernement Bouchard seront celles qui corrigent des inéquités et rendront les élus davantage imputables de leurs décisions. Si les maires de la banlieue proposent la voie rapide de regrouper les services déjà en commun sous un nouveau chapeau administratif sans s'engager à revoir à moyen terme les ententes sur la police et les incendies, il sait que Québec dira non. Comme il sait aussi qu'il y aura inévitablement des fusions et que, techniquement, dès qu'une des municipalités signataires de l'entente de police disparaîtra, il faudra réécrire les contrats et préalablement renégocier.

Sur les conseils du ministre qui a eu à gérer le pétarade de fusions en Ontario et qui l'a prévenue des complots des villes de banlieue pressées de se re-

grouper sans la ville-centre, Mme Harel a prévu le coup. La guerre des clans est aussi encadrée par des mesures législatives lui accordant la prérogative d'analyser les projets de fusion «dans une perspective élargie». Même les issues de secours sont contrôlées.

Cette menace réelle n'effraie pas les maires de la banlieue qui la tolèrent mieux que le contrôle absolu de la Ville de Sherbrooke sur les débats se déroulant à la MRC. En ayant à se référer à un mandataire, les maires de la banlieue ont le sentiment qu'il y aura autour de la table neuf maires qui parlent voix égale et non un maire qui parle plus fort que les huit autres.

Les progrès sont subtils, mais ils sont concrets. La ministre Harel a trouvé les mots à la fois polis et fermes pour dire que seule la bonne foi et la maturité politique de nos élus nous épargneront le cirque politique qui semble distraire les banlieusards de la région de Québec. Le mécanisme qu'elle met de l'avant envoie aussi aux maires le signal que son mandataire disposera de pouvoir et de l'écoute ministérielle pour aller au-delà des querelles, qui jusqu'ici ont servi d'excuses.

Un petit pas pour l'homme, mais peut-être un pas de géant pour la collectivité.

Un Sherbrookoïse accusé de distribution et de possession de pornographie juvénile

Sherbrooke

Richard Lassonde, âgé de 50 ans, a été inculpé de distribution de pornographie juvénile à un site de discussions sur Internet vers le 24 août et de possession de pornographie juvénile.

Il a été traduit hier devant le juge Michel Côté de la Cour du Québec, à Sherbrooke.

Lassonde a été arrêté à la suite d'une enquête de l'unité des crimes en émergence de la SQ.

Il a nié sa culpabilité à ces deux chefs par l'intermédiaire de son avocat Philippe Gilbert.

Lassonde a été élargi sur une promesse de garder la paix, ne pas naviguer sur des sites montrant des images de pornographie juvénile et de ne pas télécharger, regarder, posséder ni manipuler des fichiers ou supports électroniques de telles images.

Ces conditions avaient été soumises à l'appréciation du tribunal par le procureur Charles Crépeau.

Le prévenu devra revenir au palais de justice le 19 octobre pour la suite

des procédures dans sa cause.

On a appris que des internautes de Longueuil et de Hull avaient porté plainte à la police à la suite de la diffusion d'images de pornographie juvénile à un site de discussions sur Internet.

Il s'agissait d'images montrant un homme sans visage avec une fillette ayant une apparence de huit à 10 ans.

Des policiers de la SQ à Montréal et à Sherbrooke ont effectué jeudi une perquisition à Sher-

brooke et saisi du matériel informatique.

On en saura plus long sur cette affaire en cours de procédures.

La question de la possession de pornographie juvénile est pendante devant la Cour suprême du Canada à la suite d'un pourvoi du ministère public à l'encontre d'une décision de la Cour d'appel de Colombie Britannique à l'effet que cette disposition était contraire à la Charte canadienne.

loto-québec		résultats	
Le Mini	Tirage du 2000-09-15	Le Fanci	Tirage du 2000-09-15
NUMÉROS	LOTS		
289779	50 000 \$	02 04 07 12 13	
89779	5 000 \$	16 27 35 39 41	
9779	250 \$	42 43 46 60 61	
779	25 \$	62 63 65 67 68	
79	5 \$		
28977	1 000 \$		
2897	100 \$		
289	10 \$		
Le Continu	Tirage du 2000-09-15	Extra	Tirage du 2000-09-15
NUMÉROS	NUMÉRO		
3 4	688568	06 10 23 34 38 41 44	
612 1690		Numéro complémentaire 35	
Le jeu doit rester un jeu			
Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
TVA, le réseau des tirages			

Vol à la seringue au Superclub Vidéotron Jacques-Cartier

Sherbrooke (FG)

Avec une seringue comme arme, deux jeunes âgés de 17 à 19 ans ont réussi à partir avec le contenu du tiroir-caisse du Superclub Vidéotron, situé au 66 de la rue Jacques-Cartier Nord, à Sherbrooke.

Un peu avant 23 heures, jeudi soir, le deux grands adolescents en question se sont présentés devant le préposé du commerce. Ils ont exigé le contenu de la caisse en menaçant l'employé de le piquer avec leur seringue.

«Il s'agit d'une seringue comme celle utilisée pour s'injecter de la drogue... L'employé du commerce a donc remis la caisse, qui contenait moins de 100 \$ et les jeunes sont partis aussitôt», a expliqué le constable Michel Martin, responsable des relations publiques au SPRS.

Les deux individus recherchés sont un garçon aux cheveux blonds et yeux bleus, mesurant environ 1m73 et portant un gilet kangourou et l'autre avait les cheveux noirs et les yeux bruns et mesurait environ 1m67.

Toute information les concernant pourra bien sûr être communiquée à la police.



ACURA

NOMINATION



MONSIEUR RÉJEAN TURGEON

Monsieur Gilles Beaucage, président de Précision Acura est heureux de confirmer la venue de Monsieur Réjean Turgeon à titre de directeur des ventes. Monsieur Turgeon, un passionné d'automobile, cumule plusieurs années d'expérience et invite ses client(e)s et ami(e)s à venir le rencontrer dès le dimanche 17 septembre. M. Turgeon pourra fièrement vous présenter la toute nouvelle gamme Acura et pourra même reprendre avant terme votre bail auto qu'importe la marque ou le modèle.

OUVERT CE DIMANCHE
PRECISION ACURA
SHERBROOKE
4900, boul. Bourque, Rock Forest • (819) 564-8909



Ecole de Couture Caroline Filiatrault

Cours de haute couture pour adultes, adolescents et enfants.

- Pour débutants et avancés
- Jour et soir • Places limitées • 4 à 5 étudiants par cours

Début des cours: 11 septembre

Période d'inscription à compter du 10 août

Cours d'atelier (100 h)

- Rectification de patron • Coupe à plat

Cours d'échantillons

- Fermoirs, cols, poches, etc.

Cours de lingerie

Cours de vêtements d'enfants

361, Marquette, Sherbrooke
(819) 564-1827

Nettoyeur à sec "MARTINIZING"
Service la même journée

SUIVEZ L'ODEUR DE LA TARTE AUX POMMES!



Le Gros Pierre


COMPTON 835-5549


CETTE SEMAINE

À cueillir :	Au kiosque :
• Lobo	• Blanche
• McIntosh	• Paulared
	• Melba
	• Summered
	• Lobo
	• Pommette

Jus pomme et fraise.

La meilleure marche à suivre.



new balance 

2A B D 2E 4E

DES LARGEURS POUR SATISFAIRE TOUTS VOS BESOINS. POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE À L'AISE.

ENTREPÔT CHAUSSURES P.R.I.X.

2700, rue King Ouest, Sherbrooke



LA LÉGISLATION ÉLECTORALE DU CANADA A CHANGÉ

Renseignements importants à l'intention de tous les électeurs à une élection fédérale

Le Parlement a modifié la *Loi électorale du Canada* – la loi qui établit les règles relatives à l'élection de vos députés à la Chambre des communes.

Ces modifications sont maintenant en vigueur.

Si vous avez des questions au sujet des modifications résumées dans le présent avis, veuillez visiter le site Web d'Élections Canada (www.elections.ca) ou téléphoner au **1 800 INFO-VOTE (1 800 463-6868)** pour obtenir des renseignements supplémentaires. Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer le numéro **ATS 1 800 361-8935**.

Publicité de tiers

De nouvelles règles s'appliquent aux tiers qui, durant une élection, font de la publicité visant à favoriser ou à contrecarrer un candidat, un parti politique ou le chef d'un parti politique, ou prenant position sur une question à laquelle est associé un parti enregistré ou un candidat.

Un tiers est une personne ou un groupe de personnes autre qu'un candidat, un parti politique enregistré ou son association de circonscription.

- Un tiers qui dépense 500 \$ ou plus en publicité électorale doit s'inscrire auprès du directeur général des élections et nommer un agent financier.
- Un tiers qui dépense 5 000 \$ ou plus doit nommer un vérificateur.
- Un tiers ne peut pas dépenser plus de 3 000 \$ dans une circonscription donnée ni plus de 150 000 \$ au total.
- Un tiers doit déclarer toutes les contributions reçues pour la publicité électorale jusqu'à six mois avant le déclenchement de l'élection, le nom et l'adresse de chacun de ces donateurs qui lui a versé plus de 200 \$ ainsi que toutes les dépenses de publicité électorale pendant la période électorale.
- Un tiers ne peut pas utiliser de contributions de l'étranger ni de contributions anonymes pour la publicité électorale.
- Un tiers doit s'identifier dans toutes ses annonces électorales.
- Les candidats obtiennent le remboursement intégral de leur cautionnement de 1 000 \$ s'ils remettent à temps les rapports et reçus requis.
- Un parti politique enregistré doit présenter un rapport concernant les activités financières de toute fiducie qu'il a établie pour une élection.

Candidats

- Les candidats peuvent désormais déposer leur acte de candidature par télécopieur; l'original doit être déposé dans les 48 heures suivant ce délai.

Contributions électorales

- Les candidats et les partis politiques enregistrés doivent déclarer le nom et l'adresse de chaque donateur qui lui a versé plus de 200 \$.
- Ils doivent, si le donateur est une société à dénomination numérique, donner le nom du premier dirigeant ou du président de la société.

Campagne

- Les candidats ont désormais le droit légal d'entrer dans les immeubles d'appartements, les immeubles en copropriété ou tout autre immeuble à logements multiples et d'y faire campagne dans les aires communes entre 9 h et 21 h.

Affiches électorales

- Les locataires d'immeubles d'appartements ont le droit d'installer des affiches électorales dans les locaux qu'ils louent, sous réserve de limites raisonnables quant à la dimension et à la nature des affiches.

Sondages d'opinion

- Durant une élection, la première personne à communiquer les résultats d'un sondage électoral doit indiquer qui a commandité le sondage, qui l'a effectué et quand, quelle était la méthode d'échantillonnage, combien de personnes y ont participé et quelle est la marge d'erreur.
- Les médias autres que les radiodiffuseurs (p. ex. les journaux, les sites Internet) doivent publier le texte des questions et indiquer où on peut obtenir un exemplaire du sondage.
- Toute autre personne qui publie les résultats dans les 24 heures suivant la première communication doit fournir les mêmes renseignements.

Période d'interdiction

- Le jour de l'élection, il est interdit de publier de la publicité électorale ou des résultats de sondages qui n'ont pas été diffusés antérieurement.

Êtes-vous sur la liste?

Lors de la prochaine élection générale fédérale, les listes électorales seront tirées du Registre national des électeurs, qui a été régulièrement mis à jour depuis sa création en 1997. Le caractère confidentiel des renseignements dans le registre est protégé par la législation.

Vous recevrez par la poste une carte d'information de l'électeur deux semaines après le déclenchement d'une élection. Vérifiez aussitôt l'exactitude des renseignements.

Si vous ne recevez pas de carte à ce moment, téléphonez à Élections Canada.

Les Canadiens à l'étranger peuvent voter

Si vous êtes à l'extérieur du Canada lors de la prochaine élection, téléphonez à Élections Canada ou consultez notre site Web.

Si un parent, un ami ou un employé sont à l'étranger, indiquez-leur le site Web d'Élections Canada, où ils trouveront comment s'inscrire et voter.

Le texte complet de la *Loi électorale du Canada* est disponible sur le site Web d'Élections Canada.

Si vous connaissez quelqu'un dans votre entourage qui a de la difficulté à lire, faites-lui part du contenu de cette annonce.

25 ans de CHARMES

Artisans et fondateurs célèbrent leur réussite

René-Charles QUIRION

Sherbrooke

Fondateurs, artisans, anciens employés et partenaires s'étaient donné rendez-vous, hier soir, au théâtre Granada pour célébrer les 25 ans d'un projet auquel ils ont tous contribué, CHARMES.

Les neuf présidents depuis 1975 et les quatre directeurs généraux ont vu leurs efforts reconnus lors de cette soirée-gala. Le fondateur de CHARMES, Raymond Demers, a été décoré de façon particulière. Si M. Demers faisait figure de rêveur en 1970 lorsqu'il souhaitait voir les berges de la rivière reprendre vie, un quart de siècle plus tard, les artisans de ce succès lui ont rendu hommage pour avoir cru en son rêve d'enfance.

«La rivière Magog était un véritable égout à ciel ouvert. Tout était rejeté dans la rivière. Je voulais donner un nouveau souffle à ce cours d'eau», indique Raymond Demers.

De jeunes idéalistes

Si CHARMES était au départ un groupe de pression pour faire changer les choses, les jeunes idéalistes, encore sur les bancs universitaires, possédaient plusieurs cordes à leur arc, afin que se réalise leur projet de revitalisation de la rivière Magog. Raymond Demers mentionne que l'embauche de Robert Dubé comme premier directeur général de l'organisme a donné une certaine crédibilité au projet, étant donné sa formation en biologie.

«Les bancs de parc tournaient le dos à la rivière. Nous devions absolument réagir pour améliorer la qualité de l'eau. Nous étions de jeunes idéalistes qui voulaient sauver leur rivière. L'administration municipale de l'époque avec le maire Jacques O'Bready, a cru en nous et investi de l'argent dans ce rêve», raconte M. Dubé.

De poêles en carcasses de voiture, de frigidaires en tonnes de détritus, la rivière Magog a été peu à peu dépolluée pendant les 10 ans que Robert Dubé a passé à la direction de CHARMES.

«Nous n'hésitions pas à dénoncer la Ville,



Photo Imacom, Claude Poulin
Les anciens présidents de CHARMES s'étaient donné rendez-vous lors de la soirée retrouvailles de l'organisme. Dans l'ordre, le 1er président de 1975 à 1980, Camille Fortier, le président de 1995 à 1998, Sergo Cardin, le président de 1986 à 1987, Jean Perrault, celui de 1990-1991, Laurier Custeau, de 1991 à 1995, Alain Leclerc et le président actuel, Jacques Testulat (à l'avant). Absents, Roger Gingues, Roger Frot, Guy Couture et Ulric Chagné.

même si elle nous subventionnait. Avec les divers projets communautaires, nous avons créé plus de 540 emplois en 10 ans», ajoute M. Dubé.

La philosophie communautaire de CHARMES leur a toujours permis de valoriser leurs employés, si bien que l'organisme est rapidement devenu un point de mire au Québec. Robert Dubé et Raymond Demers voulaient d'ailleurs faire de Sherbrooke, la Ville reine de l'écologie au Québec avec la corporation de gestion CHARMES.

Un enfant devenu adulte

«Il n'y a pas longtemps que j'ai réalisé l'ampleur du travail accompli. Ce sont les gens autour de moi qui m'ont fait valoir que les accomplissements sont devenus des éléments de fierté durable», poursuit Raymond Demers.

Pour Robert Dubé, de voir des sentiers cyclables, des aires de repos aménagés et une cote de plage qui ne cesse de s'améliorer sous l'égide de CHARMES, lui fait chaud au cœur.

«C'est un peu comme notre bébé qui a grandi et qui est devenu mature. Il continue, même si les fondateurs ne sont plus là», indique M. Dubé.

Initié à la suite d'un réflexion de CHARMES, le projet Sherbrooke, Cité des rivières, devrait conduire la rivière Magog à une reconnaissance nationale et même internationale, après que CHARMES l'ait conduite à une reconnaissance provinciale, selon Raymond Demers.

«J'espère que les promoteurs garderont toujours en tête une pensée environnementale et écologique. D'après moi, ce projet va constituer un autre bond en avant», soutient Raymond Demers.



Photo Imacom, Claude Poulin
Les deux fondateurs de CHARMES, Raymond Demers et Robert Dubé.

Selon le CRD Estrie

Claude Boucher doit accéder au cabinet ministériel

Gilles FISETTE

Sherbrooke

Le Conseil régional de développement de l'Estrie (CRD de l'Estrie) continue de croire qu'il serait important pour la région que Claude Boucher accède au cabinet des ministres.

«C'est la position que nous avons fait connaître et elle n'a pas changé», a expliqué le président, Janvier Cliche, joint à Québec où il participe notamment à un chantier sur l'économie sociale.

Puisqu'il était à Québec depuis quelques jours, M. Cliche n'avait pu prendre connaissance de l'éditorial de jeudi dans lequel l'éditeur de *La Tribune*, Raymond Tardif, a écrit qu'il n'y a qu'une seule stratégie pour que Claude Boucher soit nommé ministre: en convaincre le premier ministre Lucien Bouchard qui était de passage, hier, dans la région.

Selon M. Cliche, il est évident que la représentation ministérielle, peu importe les partis politiques, est importante pour une région.

Par ailleurs, il convient que la nomination de M. Boucher en ferait automatiquement le ministre responsable de la région. une responsabilité qui est assumée présentement par Bernard Landry, le vice-premier ministre, le ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du commerce.

URGENT BESOIN DE BÉNÉVOLES

Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie est à la recherche de femmes intéressées à s'impliquer au service d'urgence. Ce service permet aux femmes victimes d'agressions sexuelles de recevoir une écoute téléphonique de qualité et de l'accompagnement selon les besoins.

Une formation débutera le 29 septembre prochain.

Pour toute information ou inscription, veuillez téléphoner au 563-9999 ou par télécopieur au 563-0359



Dr Nathalie Tremblay

La direction de la Clinique médicale de Fleurimont, située au 2140, rue King Est, local 210, est heureuse d'annoncer que le Dr Nathalie Tremblay s'est joint à son équipe.

Le Dr Tremblay offre ses services de médecine générale, de maternité et de pédiatrie. Pour prendre rendez-vous, composez :

563-4462

L'Estrie en sortirait-elle perdante? Non, a déclaré M. Cliche.

«Bernard Landry demeurerait l'ami qu'il est de la région... Pour le reste, les dossiers transitent déjà par le bureau de M. Boucher et de Gaston Bachand. Le lien serait donc inchangé», a-t-il commenté.

ORFORD
LE GOLF

PRIX EN VIGUEUR
JUSQU'À LA FIN DE LA SAISON:

	Après 14 h	
Semaine :	21 \$	17 \$
Fin de semaine :	26 \$	21 \$

RÉSERVATION :
(819) 843-5688
1 800 567-2772

MARIELLE GROLEAU
IMAGES D'INTÉRIEUR

TOUT
est réduit
20% À 50%*

- Couvre-lit
- Vases et fleurs de soie
- Papier peint
- Lampes, cadres
- Dentelle
- Accessoires décoratifs
- Rideau

1338, RUE KING OUEST, SHERBROOKE
TÉLÉPHONE : 819.566.5175
Se termine le 23 septembre 2000
*Excluant mobilier et peinture

GLOBE-TRAITEUR

Pas le temps de cuisiner!

Globe-traiteur le fait pour vous avec des ingrédients de première qualité, à un prix moins cher qu'au resto.

Que ce soit du simple ragoût de boulettes au délicieux coq au vin, il est facile maintenant de bien manger tout en étant pressé.

Ces plats se retrouvent en portion simple ou double dépendamment du type de plat cuisiné.

(819) 829-9776

Anglais Animé

L'ENSEIGNEMENT CONÇU POUR LES JEUNES

Apprendre l'anglais en s'amusant!

- Prématernelle Complète (avec service de garderie)
- Primaire (après l'école et samedis)
- Maternelle (demi ou journées complètes)
- Secondaire (en petits groupes)

École de Bilinguisme de l'Enfance et de la Jeunesse
1420, rue Caron, Sherbrooke

Apprendre l'anglais, de nos jours, c'est un atout puissant!

SUZAN DANIS, DIRECTRICE
Formation en pédagogie neurolinguistique

564-1767
depuis 1986

6/1 RATIO ÉLÈVES-ENSEIGNANT

Notre projet éducatif vous offre une moyenne de 6 étudiants par enseignant de la prématernelle jusqu'au secondaire 5.

Ce qui fait toute la différence!

[Http://www.englishlearningcenter.com](http://www.englishlearningcenter.com)

Une sortie dans la Nature

VENEZ NOUS VOIR!

CETTE SEMAINE

À CUEILLIR :

- Lobo
- McIntosh
- Prunes

AU KIOSQUE :

- Jersey Mac
- Paulared
- Lobo
- Poires
- Savignac
- Prunes

VERGER R. M. FERLAND
380, Chemin-de-la-Station, COMPTON JOB 1LO
(819) 835-5762

POURQUOI ADOPTER À LA SPA



Parce qu'on a
Les plus belles gueules en ville

Notre système de messagerie vocale, mis à jour quotidiennement, vous permet de connaître les animaux offerts à l'adoption, et ce, 24 h par jour!
Composez maintenant le :
821-4727 poste 33

- Grand choix d'animaux de tous les âges, vaccinés, vermifugés et stérilisés
- Garantie de santé de 15 jours
- Rabais dans les cliniques vétérinaires et salons de toilettage participants
- Conseils par des techniciennes en santé animale

SPA de l'Estrie,
1139, boul. Queen Nord, Sherbrooke
Tél. : (819) 821-4727
Téléco. : (819) 823-1573
Courriel : infos@spaestrie.qc.ca
Internet : www.spaestrie.qc.ca



26956

En visite cette semaine dans la région de Thetford Mines

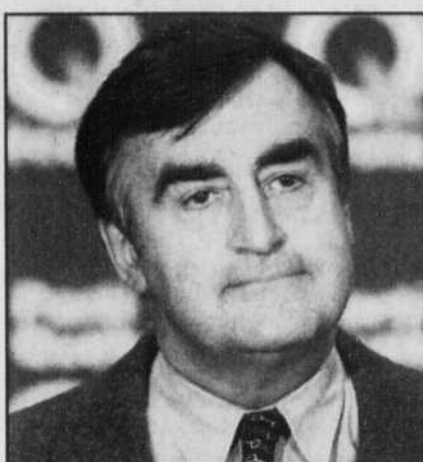
Lucien Bouchard veut continuer de se battre pour l'universalité du régime de santé

Nelson FECTEAU
Thetford Mines

Reconnaissant que la santé était l'une des deux grandes préoccupations du Québec qui requerraient une solution, le premier ministre Lucien Bouchard continue de maintenir qu'il faut se battre pour maintenir un régime universel de santé gratuit et que, quels que soient leurs moyens financiers, les Québécois devraient avoir accès à des soins de première qualité.

«Nous pourrions mieux gérer la façon dont les services sont rendus», a-t-il avancé plus tôt cette semaine, alors qu'il s'adressait à environ 200 personnes réunies lors d'une activité de financement du Parti Québécois de Frontenac.

Dans cette foulée, M. Bouchard a aussi reconnu qu'il y avait sous-finance-



Lucien Bouchard

ment dans une situation devenue intenable compte tenu que les coûts de santé augmentaient de 5 à 6 pour cent annuellement comparativement à une

croissance de 3 pour cent pour l'économie. «C'est 40 pour cent du budget du gouvernement du Québec qui augmentent à ce rythme. Nos services de santé vont s'effondrer.»

Puis le premier ministre du Québec a livré un véritable plaidoyer en faveur de la souveraineté du Québec. «Plus je vis dans mes fonctions actuelles, plus je me rends compte que ça presse qu'on assume toutes nos responsabilités», a-t-il affirmé.

D'entrée de jeu, le premier ministre Lucien Bouchard avait dressé un bilan positif de son gouvernement qui arrive à mi-mandat en soulignant l'assainissement des finances publiques par l'élimination du déficit un an plus tôt que prévu et la relance de l'emploi.

«Les investissements privés sont de beaucoup supérieurs au Québec que dans le reste du Canada et il faut reculer très loin dans le passé pour trouver un niveau d'emploi meilleur qu'actuellement au Québec», a-t-il fait valoir en s'interrogeant sur la raison pour laquelle le Québec n'était pas encore un pays.

«Depuis 1995, on piétine. Nous sommes dans une attente qui nous est très dommageable alors qu'Ottawa multiplie les initiatives pour affaiblir le Québec politique.»

Aux environs de Magog

La police découvre 1000 plants de pot

Gilles DALLAIRE

Magog

Il y a des planteurs de marijuana qui risquent d'avoir le visage long comme en carême quand ils vont aller faire un petit tour dans les bois d'Austin, de Canton d'Orford, de Canton de Magog et de Sainte-Catherine-de-Hatley, histoire de voir si les plants qu'ils ont chouchoutés pendant tout l'été arrivent à maturité.

Parce que des agents de la Régie de police de Memphrémagog et de la Gendarmerie royale du Canada aidés de membres des Forces armées canadiennes et d'un hélicoptère Griffon leur ont coupé, c'est le cas de le dire, l'herbe sous les pieds.

L'opération policière menée jeudi et hier a abouti à la découverte de huit plantations et à la destruction de 987 plants. Elle a, du même coup, empêché des trafiquants de s'enrichir illicitement de plus de 1 million \$. Aucune arrestation n'a été faite.

Les plantations ont été découvertes à des endroits isolés et peu facilement accessibles. Selon le capitaine de gendarmerie Yves Denis, les planteurs ont, de toute évidence, agi à l'insu des propriétaires des terrains où les plants ont été découverts.

27783

20377

27252

27796



Tout en haut de notre gamme de véhicules.

0,9 %*

Taux de financement à l'achat

La nouvelle intermédiaire LS1 2000

• Transmission automatique • Climatisation • Groupe électrique • Lecteur CD *À partir de* **23 670 \$[†]**

Plus rien ne s'oppose à ce que vous achetiez la voiture de votre choix. Agréables à conduire, les fameux véhicules Saturn de la série L sont maintenant assortis d'un taux de financement à l'achat de 0,9 %, mais seulement pour une durée limitée. Vous pourriez avoir besoin d'une mise de fond, d'une valeur de rachat ou d'un dépôt de garantie. Les versements mensuels et le coût de l'emprunt varient selon le montant emprunté et celui de la mise de fond ou de la valeur de rachat. Le financement à l'achat de 0,9 % s'applique seulement aux modèles de la série L 2000. Si vous préférez louer votre véhicule Saturn de la série L, la location est également offerte à partir de 254 \$ par mois basée sur un taux de financement de 1,9 %. Cette mensualité est calculée sur un bail LocationPlus de 36 mois et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent) de 3150 \$, un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable de 300 \$ vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails. †PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Le taux de financement à l'achat de 0,9 % et à la location de 1,9 % s'appliquent aux clients dont le crédit est approuvé.



SATURN

www.saturncanada.com 1 888 4SATURN

Pour faire tout autrement

Saturn Isuzu de Drummondville
1405, boul. René-Lévesque,
Drummondville
(819) 474-4270

Saturn Isuzu de Granby
1348, rue Principale
Granby
(450) 378-1404

Saturn Saab Isuzu de Sherbrooke
4880, boul. Bourque
Rock Forest
(819) 823-1400

Les élèves de St-Philippe pourront s'en donner à coeur joie

Sylvie PION
Windsor

Grâce à la mobilisation du milieu, les quelque 560 élèves de l'école primaire Saint-Philippe de Windsor peuvent s'amuser dans de nouvelles infrastructures de jeux. Une première phase du projet parc-école, qui a nécessité des investissements de l'ordre de 55 000 \$ vient d'être concrétisée.

Ouvrant au niveau du service de garde de l'école, Suzanne Langlois précise

que la réalisation du projet était devenue nécessaire en raison de la vétusté des jeux regroupés dans la cour de l'école.

«Nous avons enlevé le vieux module qui était en place depuis au moins quatorze ans. On rencontrait une problématique, puisque ce module ne respectait plus les normes de sécurité en vigueur. Des élèves se sont déjà blessés et du vandalisme a été commis. Cela fait trois ans que cela avait été demandé. Au début, on parlait de garder le jeu, mais il n'était

plus conforme. Nous avons décidé de partir de zéro et de récupérer certains jeux, explique Pierre Leblond, commissaire de la Commission scolaire des Sommets et membre du Comité parc-école.

Les premières étapes du projet ont été effectuées l'année dernière et pilotées par l'ancien directeur-adjoint de l'école primaire, Hugues Beaudoin. «Un comité pour le projet de parc-école a été formé et il comprenait des gens qui étaient impliqués dans le conseil d'établissement. Nous voulions alors trouver des fonds pour permettre la réalisation du projet. L'école a pensé à organiser une campagne de financement et les élèves ont participé par la vente de chandails. Cette activité a permis de ramasser 4200 \$ et 2000 \$ ont été remis par le service de garde Le traversier», ajoute M. Leblond.

Le comité parc-école a obtenu la collaboration de plusieurs partenaires présents dans la communauté. La Commission scolaire des Sommets et la Ville de Windsor ont versé chacune 20 000 \$ tandis que la Caisse populaire Desjardins de Windsor a contribué pour 5000 \$. «La commission scolaire des Sommets ne pouvait embarquer sans la participation d'autres organismes. Elle a choisi de donner un dollar pour chaque dollar octroyé par la Ville. En plus de la municipalité de Val-Joli et les Chevaliers de Colomb qui ont participé financièrement, le député de Johnson, Claude Boucher, a promis de combler le manque à gagner», révèle M. Leblond.

Photo La Tribune, Sylvie Pion
Grâce à la mobilisation du milieu, les quelque 560 élèves de l'école primaire Saint-Philippe de Windsor peuvent s'amuser dans de nouvelles infrastructures de jeux. À l'avant: Josée Roy, directrice adjointe, Suzanne Langlois, service de garde. À l'arrière: le conseiller municipal de Val-Joli, Denis Fortin, Michel Pichet, directeur de l'école et Benoît Laflamme, enseignant.



Prévue pour le printemps 2001 au coût de 15 000 \$, une deuxième phase est planifiée dans le cadre du projet parc-école. On prévoit remplacer une vieille balançoire par un autre module de jeu plus sécuritaire et tracer de nouvelles aires de jeux au sol. «Nous devons déterminer ce qui est populaire auprès des enfants et voir leurs besoins afin de décongestionner le grand module. Les jeux sont, en majorité, utilisés par les plus jeunes», confie l'enseignant Benoît Laflamme.

La municipalité de Val-Joli, qui a déjà remis 1360 \$ pour la première phase, a annoncé son intention d'être un partenaire important pour la seconde phase. Conseiller municipal, Denis Fortin, signale que le montant n'a pas encore été déterminé, mais que les élus doivent se pencher sur une éventuelle contribution financière. Environ 100 élèves provenant de Val-Joli fréquentent l'école primaire St-Philippe. De son côté, l'école espère amasser 5000 \$ grâce à la mise en vente de calendriers produits par les élèves.

Agression contre l'avocat Jutras

Pilote reviendra devant la cour le 3 octobre

Drummondville (CL)

Pierre Pilote, le présumé intermédiaire entre l'agresseur et le commanditaire dans l'affaire de l'attaque violente commise à l'endroit de l'avocat Germain Jutras, subira son enquête préliminaire le mardi 3 octobre prochain.

C'est ce qu'a décidé, hier matin, le juge Gilles Gagnon. Au moins trois heures seront nécessaires à cette procédure.

Hier, Pilote s'est présenté brièvement au palais de justice de Drummondville. Cependant, son avocat, Me Alain Dumas, de Québec, n'était pas présent.

Pierre Pilote, 32 ans, est accusé de complot pour voies de fait graves.

Le présumé agresseur de Me Jutras, Normand Collard, connaîtra sa date de procès le 18 octobre prochain tandis que le présumé commanditaire, Jean-Marc Lemaire, sera de retour en cour le vendredi 29 septembre.

Ziebart TidyCar
59⁹⁵\$ TRAITEMENT COMPLET
POURQUOI CHOISIR ZIEBART TIDYCAR POUR VOTRE ANTIROUILLE

RAISON :
*Le plus d'expérience dans le domaine
*Fait entièrement à la main pour une meilleure application
*Ne dégoûte pas «C'est garanti»
*Travail propre
*Meilleur rapport qualité/prix
*Acceptons coupons de la compétition
80, des Grandes Fourches, 566-2722

Consultants en informatique
Réparation d'ordinateurs
Juste du SERVICE, pas de vente...

NIRVATECH

1348 Denault, Sherbrooke Qc J1H 2P8
Tel: (819) 565-0604 Fax: (819) 565-7566
www.nirvatech.com

Nettoyage de système gratuit avec ce coupon *

Canadian Tire... le magasin du service auto du Canada

ANTIROUILLE
59⁹⁵\$ et plus

- Applicable en toute saison.
- Pour voitures neuves ou usagées.
- Minimise la dépréciation de votre véhicule.
- Chasse l'humidité.
- Ne fendille pas.
- Neutralise la rouille existante.
- Ne se lave pas à l'eau.
- Sans odeur.
- Ne coule pas.

Offre en vigueur jusqu'au 23 septembre 2000.

VIDANGE ET REMPLISSAGE DU SYSTEME DE REFROIDISSEMENT

RABAIS 10\$

CE SERVICE COMPREND :

- Vidange et nettoyage du radiateur, du bloc moteur et de l'élément chauffant de votre véhicule
- Jusqu'à 8 L de liquide de refroidissement antigel MOTOMASTER

Conseil d'entretien :

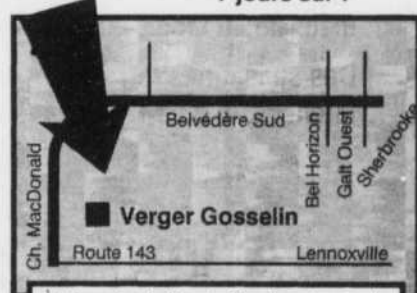
Changez le liquide de refroidissement antigel tous les 2 ans ou aux 40 000 km.

Offre en vigueur jusqu'au 23 septembre 2000.

Beau temps... mauvais temps!

- À cueillir :**
- Lobo
- Au kiosque :**
- Paulared
 - Lobo
 - Tartes fraîches
 - Pommes à cuisson
 - Jus frais
 - Et autres produits

Autocueillette
7 jours sur 7



A 5 km des limites de Sherbrooke, par la rue Belvédère Sud (toujours tout droit)

Yvon Tremblay
TOUS LES JOURS DE 9 h À 18 h 30
Tél. : (819) 565-5943

Mettez toutes les chances de son côté!



La prise quotidienne d'**acide folique** au moins un mois avant la grossesse réduit les risques de spina-bifida, une malformation de la colonne causant des handicaps permanents.



Informez-vous à l'Association de spina-bifida et d'hydrocéphalie de l'Estrie (819) 822-3772

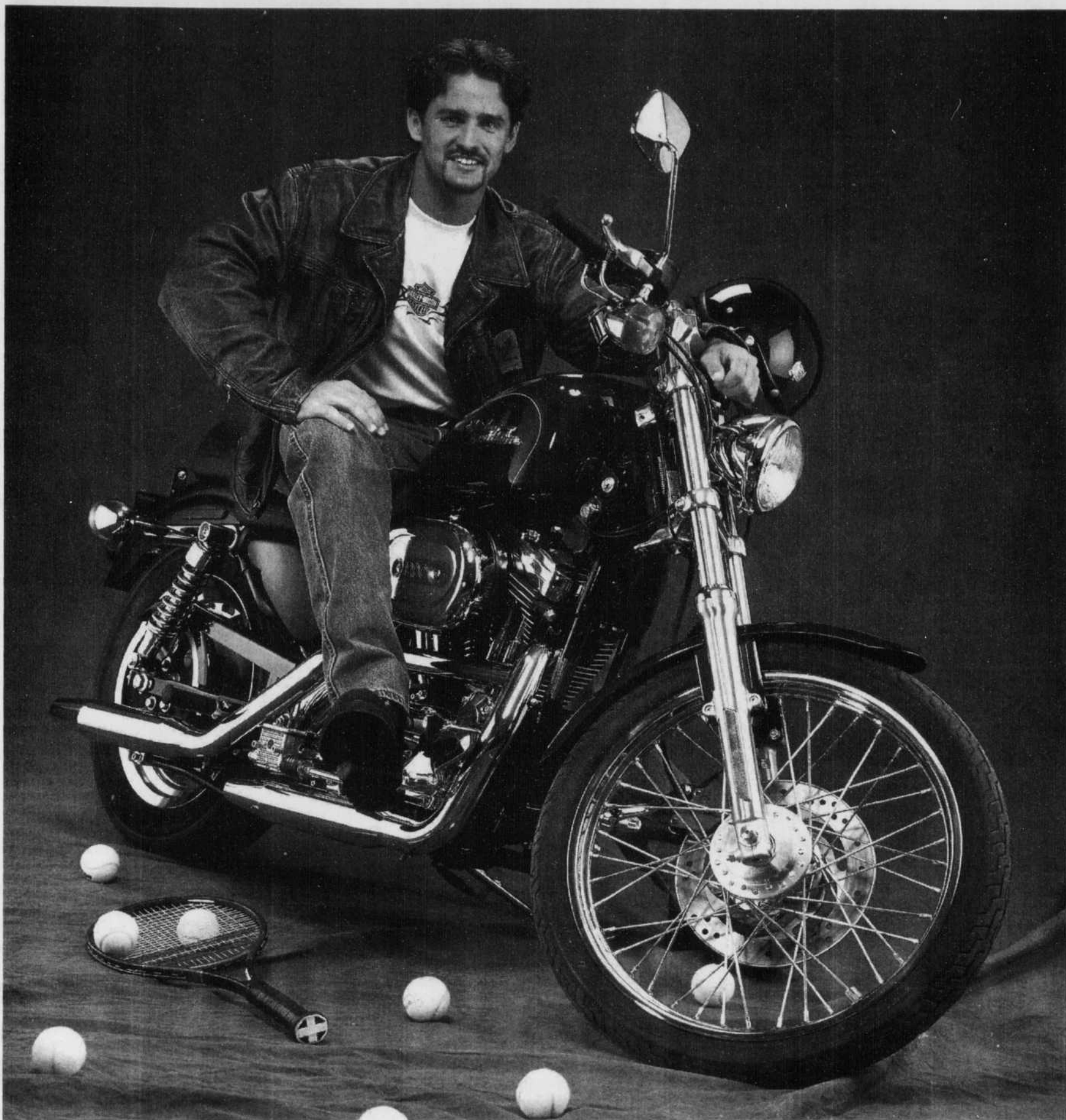


Sherbrooke
1850, rue King Ouest
566-1161

Fleurimont
1645, rue King Est
566-5993



À voir absolument, en septembre, à l'autre bout du monde.



Sébastien Lareau est l'un de nos grands espoirs aux Jeux olympiques de Sydney. Avec son coéquipier Daniel Nestor, il pourrait en effet remporter une médaille au tennis en double et monter sur le podium.

Des sensations fortes, des émotions à fleur de peau, des moments intenses, le goût irrésistible d'aller plus loin.

Ça ressemble joliment à la passion que vous connaissez bien et qui habite tous les propriétaires et mordus de Harley-Davidson™, pas vrai ?

Partagez avec lui la route qui mène au sommet. Suivez-le dans l'action. Soyez derrière lui avec nous.

À voir absolument, en septembre, à côté de chez vous.



Dyna Super Glide™ T-Sport™ 2001

Il y a un autre champion à voir absolument ce mois-ci : le détaillant autorisé Harley-Davidson de votre région. Les nouveaux modèles 2001 sont arrivés, prêts à

admirer, prêts à essayer, prêts à emballer. Venez faire une randonnée d'essai sans attendre. Offrez-vous ce plaisir en double : emmenez un ami.



La légende continue.^{MC}

www.harleycanada.com

Composez le 1 800 LUV2RIDE pour connaître l'adresse du détaillant canadien le plus près ou visitez notre site Web au www.harleycanada.com pour le service de location et plus d'information. À l'achat de toute nouvelle moto Harley-Davidson d'un détaillant canadien autorisé Harley-Davidson, vous devenez membre, gratuitement et pendant un an, du H.O.G. Nous appuyons les programmes de formation du Conseil canadien de la sécurité. Quand vous conduisez, portez toujours un casque protecteur. Conduisez prudemment. Distribution exclusive au Canada. Fred Dealey Imports Ltd., Vancouver et Toronto. Fred Dealey Imports Ltd. est fière de commander l'Association canadienne de la dystrophie musculaire.

Laurent Lemaire fait sa part pour Gleason

Gilles BESMARGIAN

Tingwick

Depuis des années dans les Bois-Francs, Cascades est reconnue pour octroyer de généreuses commandites à différents organismes du milieu oeuvrant dans une foule de domaines. Voilà maintenant que le président et chef de la direction de la multinationale, Laurent Lemaire, se fait mécène à son tour en devenant titulaire de la première hypothèque de la Station de ski Mont Gleason.

M. Lemaire s'est substitué personnellement à la Caisse Desjardins d'Arthabaska en prenant sur ses épaules la dette à long terme de 250 000 \$ du centre de ski (une entreprise à but non lucratif) devenue échue le 31 mai 2000. Qui plus est, l'entente entre les parties stipule qu'à court terme le nouveau créancier n'exigera aucun intérêt et aucune remise en capital sur son prêt.

Pour le grand patron de Cascades, l'investissement en est un à long terme

et peut-être davantage à caractère social. «La région possède une station de ski très fonctionnelle qui répond à des besoins et qui contribue à la qualité de vie des gens. Je tiens à ce qu'elle poursuive ses activités et, pour ce faire, il fallait trouver une solution à son problème de dette à long terme. Il y a aussi beaucoup d'employés de l'entreprise qui pratiquent ce sport, ajoute M. Lemaire lors d'une rencontre de presse. J'ai confiance en l'avenir et je demeure convaincu que les divers paliers de gouvernement, les entreprises privées et les bénévoles continueront à apporter leur collaboration au centre».

Les caisses s'impliquent

À propos de support financier justement, l'Association des caisses Desjardins, secteur Bois-Francs, qui regroupe 23 établissements, a de son côté annoncé une contribution annuelle de 10 000 \$ pour une période de trois ans afin de favoriser le développement de la Station de ski Mont Gleason. En retour, cette dernière assure à l'associa-



Photo La Tribune par Gilles Besmargian
La directrice générale de la Station de ski Mont Gleason à Tingwick, Mylène Laroche, et l'industriel Laurent Lemaire (au centre) sont entourés de Bruno Cloutier de l'Association des caisses Desjardins, secteur Bois-Francs (à gauche), et de Pierre Harper, président du centre de ski. Sans oublier la mascotte, Frisson, un magnifique Saint-Bernard.

AU BOUT DU MONDE LE PARADIS ET L'ENFER SE CONFONDENT



Quand le froid vous transperce, quand la chaleur vous accable, quand les mouches noires vous attaquent, il est trop tard pour faire demi-tour.

Vous êtes là, nulle part avec, pour unique compagnon, votre téléphone par satellite de Globalstar.

Heureusement pour vous, aucun autre téléphone n'est plus puissant que lui. Il suffit de lever l'antenne satellite pour reprendre contact avec la civilisation et entendre de nouveau une voix humaine. Le téléphone fonctionne pratiquement partout*

Léger, compact et facile à transporter, il procure un son cristallin. Telle une source d'eau pure coulant sur un rocher, il ne vous laisse percevoir aucun délai ni écho, à moins que vous ne soyez au bord d'un torrent écumant.

Dans la toundra sauvage et frissonnante, même à -30 °C, votre téléphone par satellite ne vous laissera pas tomber, un avantage qui devrait vous réchauffer le cœur... à défaut des mains. Solide et conçu pour durer, il est capable d'en prendre.

Un nécessaire pour l'auto (ou pour 10-roues, selon le point de vue) avec dispositif mains-libres est également offert; il comprend un bouton de composition abrégée... pour le cas où vous devriez composer avec le nez.

Pour vous procurer un téléphone par satellite, composez le 1 877 728-7466, rendez visite à l'un de nos distributeurs, ou visitez notre site Web à l'adresse www.globalstar.ca. Faites-le avant de repartir, car, au bout du monde, une voix humaine peut faire toute la différence entre le paradis et l'enfer...

Globalstar



Fournisseur de services canadien

Solution Cellulaire
3050 boul. Portland,
Sherbrooke
(819) 822-4650

Solution Cellulaire
2980 King Ouest,
Sherbrooke
(819) 566-5555

La Compagnie de satellites Globalstar Canada Inc. © 2000. Tous droits réservés. *La disponibilité du service est fonction de son installation graduelle au cours de l'été 2000. Pour en savoir davantage sur la zone de rayonnement, adressez-vous à votre fournisseur de services local.



tion un plan de visibilité à la pente-écologie qui portera son nom dès cette année.

«Nous souhaitons que la station puisse non seulement maintenir ses opérations, mais qu'elle se développe afin de répondre aux attentes des amateurs de ski, déclare le président de l'association, Bruno Cloutier. D'autant plus qu'il s'agit d'une clientèle à caractère familial, tout comme celle qu'on dessert chez Desjardins».

Prêt pour l'hiver

Lors de la dernière saison de ski, le Mont Gleason a tout juste fait ses frais au chapitre des opérations, explique le président du conseil, Pierre Harper. Il faut dire que le centre n'a été ouvert au public que durant 66 jours, surtout grâce à l'enneigement artificiel considérant que la première bordée de neige sur la montagne est apparue le 18 janvier 2000.

En vue de la prochaine saison, de nombreux travaux ont été effectués au cours de l'été particulièrement dans le domaine électrique. Au dire de la directrice générale Mylène Laroche, le centre est déjà fin prêt à accueillir ses premiers skieurs dès que la neige fera son apparition et que le temps le permettra.

Relativement à la campagne d'abonnement en vue de la saison 2000-01, elle se déroulera tout le mois d'octobre. Des rabais de 15 à 50 pour cent seront alors offerts sur les tarifs qui demeurent les mêmes que l'an dernier. Comme nouveauté, il sera possible pour les familles entre autres d'obtenir un abonnement combiné qui inclura l'accès aux glissades sur tubes et le ski de soirée pour la modique somme de 99 \$.

Il y aura aussi des tarifs spécifiques pour le ski de soirée et les adeptes du sport qui résident à plus de 50 km. Le coût d'un abonnement pour les adultes et les familles est maintenu respectivement à 200 \$ et 550 \$ en pré-vente.

En opération depuis 31 ans, la Station de ski Mont Gleason mobilise une centaine d'employés et de bénévoles en saison.



AVIS IMPORTANT

Frisco et Les Ailes de la Mode ont été informés qu'une veste sans manches pour fillette, en nylon de couleur marine ou verte, est munie d'une fermeture éclair défectueuse qui pourrait représenter un danger pour un jeune enfant. Cette veste sans manches est doublée de molleton polaire, porte un logo «Harmony» cousu au dos et était offerte dans les tailles 6 mois à 14 ans.

Aucun incident n'a été rapporté. C'est par souci de prévention et de sécurité que nous demandons à tous les clients qui ont fait l'acquisition de cette veste sans manches de ne plus l'utiliser et de bien vouloir la rapporter en magasin, soit pour la faire réparer (sans frais), soit pour l'échanger ou pour la faire rembourser.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le magasin le plus près de chez vous.

frisco

AILES

Nulle part ailleurs

29457



Xiomara Michaël-Ménard, 3 ans. Greffée du foie.

Transfusée 2 fois

Donner du sang,
une question de vie.

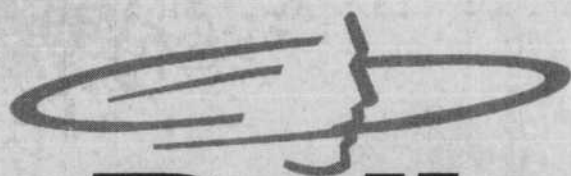


HÉMA-QUÉBEC

29485

INSTALLATION* GRATUITE

Sur tous nos systèmes
de télé par satellite



Bell
ExpressVu

(Une valeur de 200 \$ ou moins)

199⁹⁹~

*Après remises et crédit de programmation.
Certaines conditions s'appliquent.
Détails en magasin.

- Regardez du hockey, du football, du basketball, du soccer, du baseball... tant que vous voulez!
- La meilleure qualité sonore et visuelle
- Profitez du meilleur divertissement qui soit, sans quitter votre foyer!
- DE PLUS, obtenez un deuxième récepteur pour seulement 149,99 \$* (après le crédit de programmation de 50 \$).
- PLUS 5 films de télé à la carte **EN PRIME !** (Valeur de 20 \$!)
- PLUS 15 vidéocassettes RadioShack **EN PRIME !** (4408653 x 15, une valeur de 44 \$!)



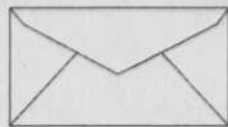
**Offre
d'une
durée
limitée!**
Se termine le
30 septembre 2000
Détails en
magasin

*Prix en vigueur au moment de l'impression. Offre valable pour les nouveaux clients de Bell ExpressVu seulement. Les remises et crédits n'ont aucune valeur marchande et ne peuvent pas être échangés contre de l'argent. Le crédit de programmation de 100 \$ est lié au forfait The Works ou l'équivalent. Les 5 films de télé à la carte représentent une valeur de 3,95 \$ x 5 = 20 \$. Les films de télé à la carte doivent être commandés dans les 90 jours suivant l'activation. Avec l'achat d'un système de télé par satellite Modèle 2700 (199,99 \$ - crédit de programmation de 50 \$ = 149,99 \$). Limite d'un seul crédit de programmation de récepteur supplémentaire par système vendu. Toutes les primes doivent être rapportées avec les retours. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre de Bell ExpressVu. Détails en magasin. 1528069/70/71/72

RadioShack
Vous avez des questions. Nous avons les réponses.

Le magasin
des grandes marques
www.RadioShack.ca

Opinions

Opinion
des lecteursLa Tribune
1950 rue Roy
Sherbrooke (Québec)
J1K 2X8Télécopieur
564-8098Courrier électronique
redaction@latribune.qc.ca

ÉDITORIAL

Les maires condamnés à s'entendre

Maurice
CLOUTIER

Les maires de la région sherbrookoise ont pris beaucoup de notes hier. La ministre des Affaires municipales leur a passé un message clair. D'ailleurs, les maires ont été tranquilles et disciplinés au cours de leur déjeuner en privé avec Louise Harel.

Elle ne se laisse pas distraire de ses objectifs par les pétards des élus. Calme, posée, parlant à voix basse sans jamais laisser de place au doute, lors de son passage en entrevue à

La Tribune, Mme Harel a appuyé son propos par des statistiques précises et des cas vécus en Europe, en Ontario et ailleurs au Québec. Les maires n'ont plus le choix. Le rendez-vous avec l'histoire est imminent. Ils y vont de recommandations solides ou la ministre décidera pour eux.

Les élus municipaux doivent accélérer leur réflexion en tenant compte de quatre grands objectifs: l'équité fiscale, le développement social, l'imputabilité et l'unité d'action. Pour la ministre, c'est clair et net, le statu quo est inacceptable.

D'ici la fin d'octobre, avec l'aide d'un mandataire, les maires devront avoir des propositions précises sur le partage des équipements et, d'ici décembre, des scénarios de fusion. La mi-

nistre entend entériner la nomination du mandataire au milieu de la semaine prochaine. À moins que les maires et la ministre aient déjà trouvé leur mandataire, dénicher cette perle rare dans un laps de temps aussi court pour une assignation aussi exigeante tient de la magie...

Cette personne aura une tâche très lourde. Elle forcera toutefois le débat et fera rapport à la ministre. De ce constat, Mme Harel tirera toute sa force d'action, car il est évident que les discussions actuelles piétinent et auraient débouché sur trois fois rien.

La peur du changement ne doit pas paralyser les maires. Mme Harel laisse entrevoir plusieurs options. Communauté urbaine, ville unique avec des arrondissements ou toute autre trouvaille laissant des répondants aux citoyens dans les anciennes villes. Les maires peuvent choisir la manière dans la mesure où la bonne volonté est là.

Dans le cas contraire, l'autorité imposera.

La multiplication des ententes de services sape carrément l'imputabilité des administrations municipales. Toutefois, cette propension à multiplier les ententes est signe de la possibilité de dégager un plus large consensus pour le modèle d'organisation municipale de demain.

Force est d'admettre que renforcer les pôles urbains est un besoin réel, que l'étalement urbain ne peut plus continuer dans des petites villes centrées sur elles-mêmes et que les citoyens peuvent sortir gagnants d'un exercice sain de regroupement.

Incidentement, la ministre a remis les pendules à l'heure. Les guerres de chiffres par l'entremise de consultants sont futiles. Bonne chose, car le débat dans la région s'enlise présentement.

Le pôle urbain est une priorité exprimée par la ministre, c'est-à-dire que tout projet devra se concrétiser avec Sherbrooke comme coeur.

Les maires de Rock Forest, Saint-Élie-d'Orford et Deauville peuvent donc oublier leur projet de fusion comme position de repli. Cela ne fonctionnera pas. Mme Harel exige davantage des élus. Il faut examiner sérieusement les résultantes pour les citoyens d'un regroupement.

Les maires de la région sherbrookoise ne chômeront pas dans les semaines à venir en compagnie du véritable Houdini qui agira comme mandataire.

Les maires doivent comprendre et prévoir. Ils ont le choix de la manière non du résultat.

RENCONTRE

Un moment magique pour le curé Jolicoeur

Le curé Robert Jolicoeur rentre à peine de Paris le coeur rempli de bonheur. Une joie, celle d'avoir rencontré un nouvel ami qui a beaucoup en commun avec lui.



L'abbé Robert Jolicoeur (ci-contre) recevra demain Mgr Jacques Gaillot (ci-dessus) dans son émission *Le pari du coeur*, à 10h, à CHLT-Radio. L'abbé Jolicoeur promet des moments forts et des propos musclés.

Ce nouvel ami est Mgr Jacques Gaillot. Nommé évêque d'Evreux, en Normandie, en 1982, Jacques Gaillot a par la suite pris de nombreuses positions sur des sujets chauds et a été très engagé auprès des étrangers sans-papiers.

Puis, Rome révoque l'évêque d'Evreux et le nomme évêque de Partania, un diocèse disparu sous les sables quelque part en Algérie. Aujourd'hui, Mgr Gaillot est néanmoins encore très actif à Paris.

Demain, dans son émission *Le pari du coeur*, à 10h, à CHLT-Radio, l'abbé Jolicoeur rend compte d'un long entretien avec Mgr Gaillot. L'abbé Jolicoeur promet des moments forts et des propos musclés.

«Personnellement, raconte l'abbé Jolicoeur, j'ai aimé l'homme. Je me suis promené à pied avec lui dans les rues de Paris. Je l'ai observé... humble... saluant tout le monde... Le scandale, ce n'est pas qu'il y ait un Mgr Gaillot, mais c'est qu'il n'y en ait qu'un.»

Maurice Cloutier



FENÊTRE SUR LE MONDE

Pétrole et crise mondiale

Julio
RODRIGUEZ

La hausse du prix du pétrole est à l'origine d'une véritable révolte en Europe. Commencée en France, elle s'est répandue en Belgique, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Le 10 septembre, «les camionneurs sont restés dans les rues de Bruxelles, bloquant la rue de la Loi et les alentours» (Le Soir).

La Grande-Bretagne est confrontée à une rude épreuve.

«Une panique d'achats, une attitude très peu britannique» (Libération), et «des manifestations publiques des plus massives depuis la bataille des impôts locaux ont plongé le pays dans une pénurie sans précédent de combustible» (The Independent). En Espagne et en Irlande, les journaux dévient la population que de graves ruptures d'approvisionnement peuvent mettre en danger la stabilité de leur pays respectif (El País).

Ailleurs, quelques pays pauvres sont en train de profiter de la hausse des prix du pétrole. C'est le cas du Venezuela, du Nigeria, du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et du Yémen.

Mais cette augmentation des prix des carburants aura des conséquences négatives pour les pays du tiers-monde. Dans le cas de l'Amérique latine, des pays exportateurs de pétrole, comme l'Argentine, verront accroître leurs exportations, mais leurs gains seront compromis par l'augmentation des coûts des produits importés nécessaires au développement de l'agriculture, de l'élevage et

de l'industrie. Ainsi, les bénéfices attendus seront grugés par la hausse des produits nécessaires au fonctionnement de ces économies dans leur ensemble.

Le monde se trouve ainsi au bord d'une nouvelle crise pétrolière. Celle-ci peut avoir des impacts négatifs sur le fonctionnement de l'économie mondiale et de graves conséquences en matière de récession économique. Comment en sommes-nous arrivés à une pareille situation?

Crises pétrolières du passé

L'histoire récente sur l'influence du prix de pétrole sur l'économie mondiale remonte aux années 70, lorsque les plus grands exportateurs se sont regroupés dans l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) et déterminèrent que le prix devait être de 12 dollars US par baril au lieu de 3 dollars US. En 1979, ce prix augmenta à 30 dollars, atteignant par moments des pics encore plus élevés.

La réaction est venue de la Communauté économique européenne, qui établit un impôt supplémentaire aux exportations. Au niveau international, cette attitude s'est traduite par l'augmentation du protectionnisme, ce qui devait paralyser la Ronde Tokyo du GATT, commencée en 1973, et la prolonger jusqu'en 1979.

Cette tendance provoqua un transfert énorme de revenus de la part des pays exportateurs de pétrole vers les pays exportateurs de carburants. Par après, ces fonds ont été recyclés par les pays les

plus développés de la planète moyennant la hausse des taux d'intérêts et d'autres mesures qui sont à la source du gigantesque processus d'endettement dans la plupart des pays sous-développés.

Par la suite, en Europe et en Amérique du Nord, les États nationaux ont agité de sorte à faire descendre la température du chauffage domestique et des bâtiments publics. Aussi, ils ont limité la vitesse des automobiles, tandis que les constructeurs de véhicules automoteurs ont commencé à produire des modèles plus petits et des moteurs moins puissants. L'Agence internationale de l'énergie encouragea la mise en marché de nouvelles technologies et la diffusion de méthodes susceptibles de faire descendre la demande du pétrole.

De nouveaux investissements dans de nouvelles aires de production de pétrole en Alaska, dans le golfe du Mexique, la mer de Chine et sur les côtes de l'Europe, ont offert la possibilité de compter sur des nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole. D'ailleurs, la recherche et le développement de sources alternatives d'énergie telles que l'hydroélectricité, le gaz, le charbon et d'autres éléments susceptibles de produire de l'énergie, provoquèrent une descente graduelle mais rapide des prix du pétrole vers la moitié des années 80.

En 1985, le prix du baril de pétrole fluctuait entre 15 et 20 dollars US, pour remonter seulement en 1991, pendant la guerre du Golfe. Mais, vers la fin des années 90 les prix sont tombés en bas des 10 dollars US par baril, ce qui obligea la fermeture des puits moins productifs.

La crise actuelle

La course actuelle des prix a été relancée par un nouvel accord limitant la production adoptée par l'OPEP, ce qui coïncide avec une grande croissance de l'économie au niveau mondial. Quelques pays importateurs ont répondu en réduisant les impôts sur les combustibles.

Entre temps, personne ne se fait d'illusions sur les effets à court terme de la décision prise par l'OPEP, le 10 septembre, d'accroître de 800 000 barils sa production dans l'espoir de détendre les prix du brut (Libération). «Une dose homéopathique qui servira tout juste à calmer la toux des consommateurs, sans parvenir à faire descendre la température» (La Tribune, Genève).

Le monde se demande face à la situation actuelle: Sommes-nous confrontés à une nouvelle crise économique mondiale semblable à celle que nous avons vécue au cours des années 70?

Une chose est certaine. L'augmentation du prix du pétrole mène nécessairement à l'inflation et celle-ci à la montée des taux d'intérêt. Ces freins imposés à l'économie peuvent se traduire par une grande récession. La question est de taille. En regardant monter le prix à la pompe les automobilistes et les camionneurs ainsi que les entrepreneurs au Canada et ailleurs, s'inquiètent. Pour l'instant, la situation semble être sous contrôle. Cependant, l'économie mondiale se trouve une fois de plus à la croisée des chemins: entre la croissance économique et la récession au niveau planétaire.

ADMINISTRATION	RÉDACTION	PUBLICITÉ	TECHNOLOGIE	PRÉ-IMPRESSION & PRODUCTION	COMPTABILITÉ	TIRAGE
Raymond Tardif Président et éditeur	René Morin Vice-président Finances et administration	Maurice Cloutier Rédacteur en chef	Michel Morin Directeur de l'information Jacynthe Nadaou Adjointe au directeur	François Fouquet Directeur	Alain LeClerc Christian Malo Adjoint au directeur	René Béliveau Conseiller Stéphane Garant Adjoint
				André Robergo Directeur	Steve Rancourt Michel Doyon Adjoint au directeur	Pierre Vallée Contrôleur
					Julienne Poulin Gérante du crédit	André Custeau Directeur
						Serge Nadaou Adjoint au directeur

L'AFFAIRE AUGER

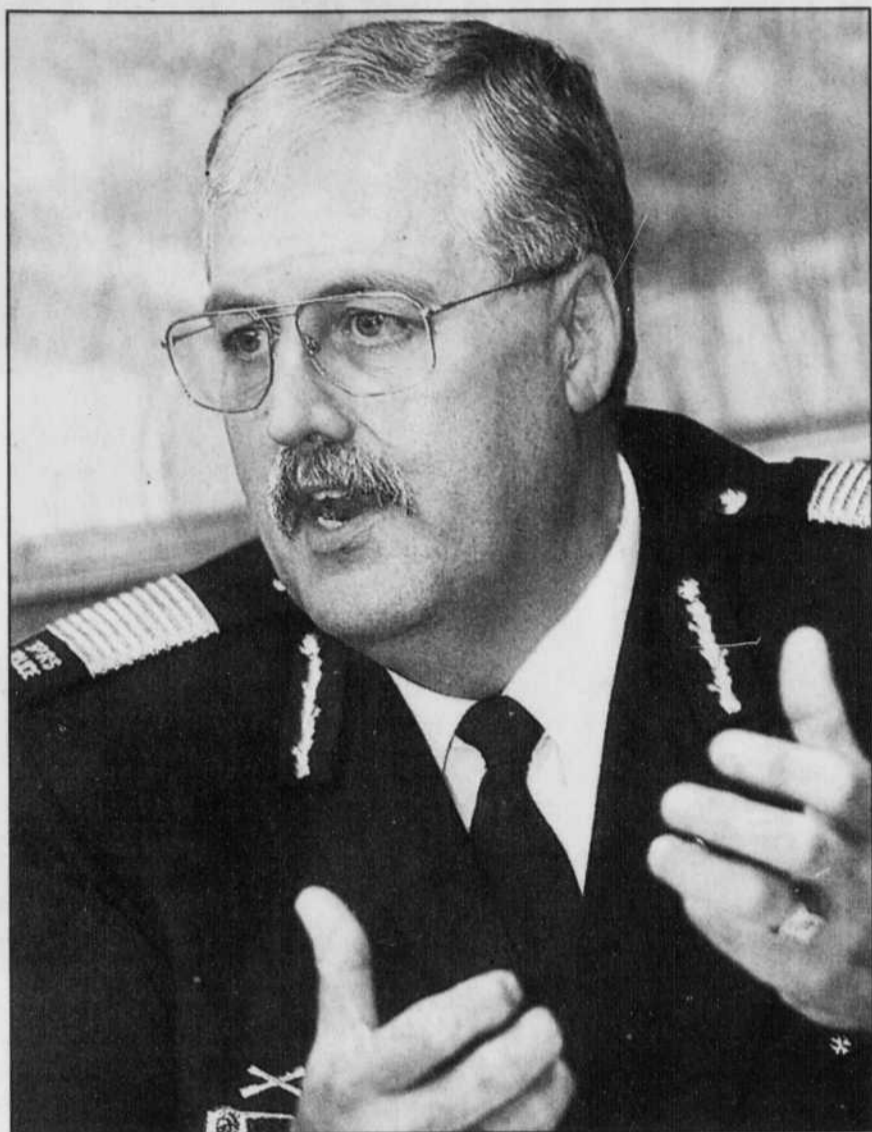
«On ne soigne pas un cancer avec l'aspirine»

Le directeur du SPRS est preneur des moyens et outils qui pourraient être mis en place pour contrer le crime organisé

Karine TREMBLAY
Sherbrooke

En accord avec les propositions du ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, le directeur du Service de police de la région sherbrookoise (SPRS), Michel Carpentier, ajoute sa voix à celle du directeur du SPCUM, Michel Sarrazin, et assure qu'il est preneur de tous moyens et outils qui pourraient être mis en place pour protéger la population contre le crime organisé.

«Que ce soit une loi spéciale anti-gang ou une commission d'enquête, ça prend des moyens pour intervenir. L'analyse que je fais de la situation, c'est que la règle de l'intimidation règne un peu partout, de toutes sortes de façon. Quand certains policiers, par exemple, se font denuder si leur enfant fréquente encore telle école ou qu'on pointe un laser dans leur salon, c'est que ceux qui profèrent des menaces se sentent intouchables et quasi invulnérables. Et quand on en est rendu à ce niveau de vantardise, c'est qu'on a fait bien d'autres choses auparavant», soutient M. Carpentier.



Imacom, Martin Blache
Le directeur du Service de police de la région sherbrookoise, Michel Carpentier, affirme qu'avant même que l'attentat contre le journaliste Michel Auger ne survienne, des démarches avaient été entreprises par le SPRS auprès du ministre de la Sécurité publique pour décrier l'état de la situation.

Ce dernier affirme qu'avant même que l'attentat contre le journaliste Michel Auger ne survienne, des démarches avaient été entreprises par le SPRS auprès du ministre de la Sécurité publique pour décrier l'état de la situation. Le phénomène d'intimidation, déplore-t-il, rejoint son objectif: celui de démobiliser les troupes.

«Quand on entend dire que le centre-ville de Sherbrooke appartient à un groupe spécifique, il y a un problème»,

L'information gagnera

Le film est pleinement d'actualité et colle à notre dure réalité.

Le film *Hochelaga*, disent ses réalisateurs, est une pure fiction. On y raconte l'histoire d'un jeune homme enrôlé dans un gang de motards criminalisés qui livre une chaude lutte à une bande rivale.

Étrangement, le Québec vit depuis quelques années une guerre sanglante entre groupes de motards, un peu comme celle décrite dans ce film. On y voit évoluer de dangereux individus portant les couleurs de bandes aux noms anglophones n'inspirant rien de bien sympathique... un peu comme on en voit dans nos rues au volant de rutilantes motos.

Ce que ce film montre surtout, de façon brutale, jusqu'où ces bandes sont prêtes à aller pour arriver à leurs fins.

Ces gens-là, dans une société individualiste et mercantile comme la nôtre, ont la grande qualité de payer «cash» et de surtout ne pas causer de problèmes si on ne pose pas trop de questions.

On n'a pas encore trouvé qui a tiré sur le journaliste Michel Auger, encore moins qui a commandité cette tentative de meurtre, qui à mes yeux n'avait rien d'un simple avertissement. Les enquêteurs privilégient la piste des motards criminalisés.

À quelques reprises, j'ai eu à écrire des textes portant sur le crime organisé dans les pages de *La Tribune*. Plus souvent qu'autrement, en tapant mes textes, j'avais en tête la crainte d'être poursuivi en justice, car ces gens-là ont la réputation d'avoir la lettre d'avocat rapide.

Maintenant, c'est indéniable, la plupart des journalistes de faits divers, au moment d'écrire, auront en tête l'image du confrère Auger étendu par terre dans le stationnement du journal de la rue Frontenac à Montréal, après avoir été atteint de plusieurs balles.

Dans ses écrits, Michel Auger, un spécialiste de la question des motards et du crime organisé, réussit à entrecouper les informations et les faits dans le but de faire comprendre ce qui se trame dans ce monde bien particulier.

En apprenant l'attentat perpétré contre lui cette semaine, je me suis dit, voilà nous sommes rendus à une escalade de la violence et de domination du crime organisé qui rivalise avec celle de la Colombie et du sud de l'Italie!

Non, il faudra continuer de se battre. En fin de compte, j'en suis sûr, l'information gagnera. Non à l'intimidation.

Claude Plante
Journaliste
La Tribune

Appui, solidarité et obligation d'agir

Les attentats survenus cette semaine contre le journaliste Michel Auger du *Journal de Montréal*, un gardien de prison et un policier ont relancé l'obligation de mettre un terme à l'intimidation des groupes criminels organisés. En signe de solidarité et d'appui au travail du journaliste Auger, plusieurs quotidiens publient aujourd'hui son reportage *Pagaille chez les caïds!*, paru la veille de l'attentat.

Par ailleurs, comme l'indique M. Michel Carpentier dans l'entrevue ci-haut, il ne faut pas que l'actualité de cette semaine soit un feu de paille. Aussi, *La Tribune* invite ses lecteurs à lui faire parvenir leurs commentaires par les moyens indiqués dans l'entête de la page Opinions, soit par télécopieur à Opinions des lecteurs, 1950 rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8, par courriel au 564-8098 ou par courrier électronique à redaction@latribune.qc.ca

La direction

ne cache pas M. Carpentier en faisant état des particularités de Sherbrooke et en évoquant, au passage, le cas de l'homme d'affaires René Vachon, qui a été la cible d'un attentat dans son salon en juin dernier, attentat présentant certaines similitudes avec celui perpétré contre Michel Auger.

Similitudes

«Il y a des coïncidences spéciales dans ces deux affaires comme dans d'autres règlements de compte. Le style d'arme utilisé, le véhicule retrouvé un peu plus tard, tous ces éléments se ressemblent souvent d'un cas à l'autre», juge M. Carpentier.

Michel Carpentier espère par ailleurs que les autorités politiques et juridiques manifesteront leur appui dans cette affaire et que la mobilisation qui se ressent ne constituera pas seulement un feu de paille.

«On ne soigne pas un cancer avec de l'aspirine. La police est un élément d'intervention, mais il lui faut de l'appui pour pouvoir agir. Il faut travailler tout le monde ensemble», souligne-t-il.

Quant aux mesures à prendre, Michel Carpentier pense qu'il est possible de trouver des moyens qui n'iraient pas à l'encontre de la démocratie et des droits individuels, mais qui s'attaqueraient aux institutions criminelles.



STÉPHANE ARCHIBÉ, HILAREGUY, éliminé.



JEAN-MARC DUFOUR, abattu.



ROBERT BOB SAVARD, assassiné.



NORMAND BIFF HAMEL, abattu.



ANDRÉ DÉDÉ DESJARDINS, abattu.



LOUIS MELOU ROY, disparu.



RAYMOND CRAIG, assassiné.



PAOLO GERVASI, blessé.



SALVATORE GERVASI, éliminé.

Pagaille chez les caïds!

«Ne cherchez plus Archie, il a été passé.»

MICHEL AUGER

Voilà le message que transmettent certains membres de l'organisation des Hells Angels lorsqu'on leur demande ce qui est arrivé à Stéphane Hilareguy, 28 ans, membre en règle des Rockers, la filiale montréalaise de la puissante organisation.

Même si personne dans l'empire des motards ne veut commenter le départ précipité d'Archie, *Le Journal de Montréal* a appris que c'est pour avoir bâclé son travail qu'on s'est débarrassé de lui.

Camionnette
En fait, c'est lui qui devait mettre le feu à une camionnette utilisée lors d'un meurtre à Montréal-Nord.

Par son inaction, sa négligence disent les autres, la police a pu trouver une mine d'or de renseignements dans le véhicule des tueurs, dont des empreintes digitales fort utiles.

C'est parce que des policiers passaient près d'eux que les trois tueurs se



FRANÇOIS GAGNON, un minable petit truand de 350 livres qui se vantait d'être un ami des Rock Machine.

Hilareguy aurait été passé pour avoir bâclé son travail

François Gagnon avait pris la fuite à pied. Hilareguy, qui devait détruire le véhicule, avait manqué son coup le soir du 7 juin.

Un minable

Gagnon n'était qu'un minable petit truand malgré son poids de 350 livres, mais il avait eu le malheur de se vanter d'être un ami des Rock Machine, les ennemis des Hells.

Quelques jours après le coup de Montréal-Nord, l'enfant d'Hilareguy était trouvé sur la pelouse de sa résidence de Saint-Roch-sur-Richelieu.

Femme et enfant

Tandis qu'un des pompiers recueillait l'enfant, les autres éteignaient les flammes qui dévoraient la petite maison.

Le cadavre de la conjointe du motard était trouvé sur place.

Nathasha Desbiens avait été abattue de plusieurs balles.

La bande se serait débarrassée du tueur. Son meurtre ne dérangeait pas trop ses patrons car Archie devait aussi une très grosse somme d'argent.

On a aussi éliminé sa femme devenue témoin gênant. Les morts ne parlent pas.

NORMAND BIFF HAMEL LE MESSÉ

Normand «Biff» Hamel, assassiné.
Louis «Melou» Roy, disparu.
Raymond Craig, assassiné.
Salvatore Gervasi, assassiné.
Paolo Gervasi, blessé.
Steven Sathani, disparu.
Robert «Bob» Savard, assassiné.
André «Dédé» Desjardins, assassiné.
Jean-Marc Dufour, disparu.
Stéphane Hilareguy, disparu.
Giuseppe Ciancio, disparu.
Gianfranco Ferrara, disparu.

Une série d'attentats au sein des Hells et de la mafia fournit matière à réflexion à la police

Une série de meurtres, d'attentats ratés et des disparitions de très gros poissons au sein des Hells Angels et de la mafia laisse croire que la pagaille est prise en haut lieu criminel.



MICHEL AUGER
mauger@journalmtl.com

Deux des plus importants membres des Nomads, la super équipe des Hells Angels, éliminés, un des plus gros importateurs de cocaïne du Canada abattu, un homme d'affaires proche des motards et de la mafia attaqué et raté en pleine rue sont parmi les événements relevés.

La police privilégie la piste de la guerre des motards pour expliquer le règlement de comptes de Normand «Biff» Hamel, le membre des Nomads abattu à Laval en avril.

Toutefois, c'est dans la haute direction même des Hells Angels que les détectives placent les tueurs de Louis Roy, surnommé Melou.

Ce très gros nom des Hells, qui était le principal contact des membres de la bande avec la mafia, n'a pas été revu depuis juin.

Ses amis, tout comme sa famille, le croient mort. Melou était apparemment le plus riche des Hells. Sa fortune était évaluée à plusieurs millions de dollars.

«Ils voulaient couper les prix», dit une source pour expliquer son départ.

La police demeure perplexe face à ces meurtres, tout comme à la vague de disparitions plus mystérieuses les unes que les autres concernant trois individus reliés à la bande des Rockers, la filiale montréalaise des Hells.

Un autre motard de Saint-Bruno est disparu de Québec depuis décembre. Steven Sathani, 29 ans, était le représentant des Hells Angels de Québec pour approvisionnement des Maritimes jusqu'à Terre-Neuve en cocaïne et haschisch.

Raymond Craig
Le meurtre du super-importateur de

drogue Raymond Craig, à Sainte-Adèle, le 29 août, en plein territoire «mafia», surprend encore tant le milieu criminel que les policiers.

Craig a été abattu de plusieurs balles après qu'il eut assisté au tournoi de golf de Claude Faber, le pégreux bien connu.

Son ou ses meurtriers ont fait le coup, même s'ils savaient que Craig était au mieux avec les plus gros noms de la mafia.

«Personne n'aurait éliminé un gars si proche de la tête de la famille sans en avoir obtenu la permission», a dit une source bien informée.

Peu de progrès

L'enquête ne fait que débuter et aucun progrès n'est à signaler à dit hier, l'agent Gérard Carrier de la Sûreté du Québec.

Craig avait apparemment lui aussi des contacts avec des motards des Hells Angels mais personne ne peut lire cette relation avec son élimination récente.

Le résident de Candiac, âgé de 59 ans, importait la cocaïne en quantité incroyable. Mais ce sont les Hells Angels qui ont le plus gros réseau de distribution au pays, ce qui explique les contacts entre les deux organisations.

Père et fils

Un autre gros nom du milieu montréalais, Paolo Gervasi, propriétaire de bars de Saint-Léonard, a été victime d'une tentative de meurtre le 14 août dernier.

Plus tôt, en avril, son fils Salvatore avait été assassiné et placé dans sa voiture abandonnée devant la résidence du père.

S'agissait-il d'un message de la mafia ou des motards?

Paolo Gervasi était propriétaire du Castel Tina de la rue Jean-Talou. Il était au mieux avec les parrains locaux, les Nicola et Vito Rizzuto.

Trois jours avant l'attentat sur sa personne, deux jeunes Italiens actifs dans Saint-Léonard quittaient un café du boulevard Langelier en fin de soirée.

11 août. Tous deux étaient reliés par la police à la bande des Rockers, les exécutants des Hells.

On les disait aussi reliés à l'organisation de Melou Roy.

L'automobile de l'un des disparus a été localisée, rue Lavoisier, mais son propriétaire n'a jamais donné signe de vie.



Les meurtres de trois gros noms dans le milieu du prêt usuraire au Québec laissent peut-être croire que les Hells Angels veulent s'approprier pour eux seuls ce fort lucratif commerce.

Les Hells voudraient détenir le monopole du PRÊT USURAIRE

enquête policière.

Mais les deux autres usuriers abattus étaient de bons amis et très proches de Maurice «Mou» Boucher.

La veille de son assassinat à Saint-Léonard, l'ancien syndicaliste André «Dédé» Desjardins avait un tête-à-tête avec le fameux motard.

L'ex-roi de la FTQ-Construction et Robert «Bob» Savard, l'autre usu-

rier assassiné à Montréal-Nord en juillet, avaient des millions de dollars de prêts en circulation.

Savard était un proche de Boucher depuis son enfance. La police n'a apparemment encore aucune idée pour savoir si Savard a été tué par ses amis ou ses ennemis.

Une chose est certaine: les usuriers faisaient des millions de profits annuellement.

Photo d'archives - ANDRÉ VÉAU
ANDRÉ DÉDÉ DESJARDINS avait été abattu dans un terrain de stationnement de Saint-Léonard.



Grande liquidation finale GM

0,9%

de financement à l'achat**

198\$/mois*
location 36 mois
Transport et préparation inclus

0,9%
à l'achat ou à la location!

CAVALIER
4 portes de Chevrolet



- Boîte automatique 4 vitesses avec traction asservie
- Téléverrouillage des portes avec système anticambriolage
- Régulateur de vitesse
- Système antiblocage aux 4 roues
- Radiocassette AM/FM stéréo

Options de paiement à la location	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0\$	277\$
1 741\$	228\$
2 807\$	198\$

Options de paiement à la location	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0\$	349\$
1 455\$	308\$
3 206\$	258\$

21 348\$ à l'achat***
258\$/mois*
location 36 mois
Transport et préparation inclus

MALIBU
de Chevrolet

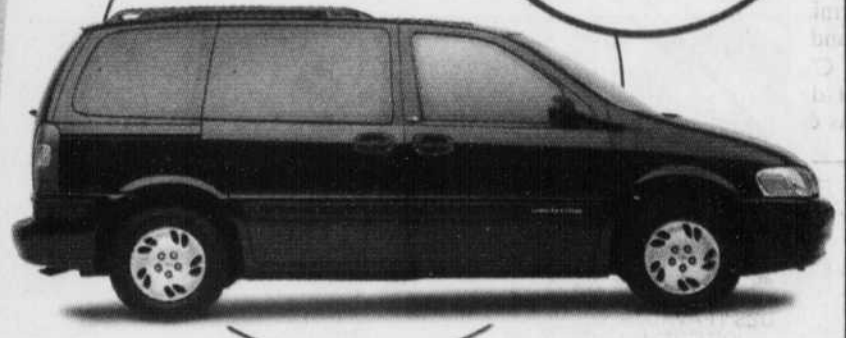


- Puissant moteur 3,1L V6 de 170 HP
- Boîte automatique 4 vitesses
- Système antiblocage aux 4 roues
- Lecteur de disques compacts
- Protection antidécharge de la batterie
- Climatiseur

238\$/mois*
location 36 mois
Transport et préparation inclus

Options de paiement à la location	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0\$	343\$
3 671\$	238\$
4 238\$	222\$

VENTURE
de Chevrolet



- Moteur V6 3,4L de 185 HP
- Boîte automatique 4 vitesses
- Système antiblocage aux 4 roues
- Climatiseur

369\$/mois*
location 36 mois
0\$ de comptant
Transport et préparation inclus

- Moteur Vortec 4300 V6 de 190 HP
- Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Système antiblocage à disques aux 4 roues
- Sacs gonflables côtés conducteur et passager
- Climatiseur
- Verrouillage des portes, rétroviseurs chauffants et vitres à commandes électriques

BLAZER
2 portes 4x4 de Chevrolet



- Moteur Vortec 4300 V6 de 200 HP
- Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et mode « remorquage »
- Système antiblocage à disques aux 4 roues
- Banquette avant à dossier divisé et appuie-bras central
- Pont arrière autobloquant
- Calandre, pare-chocs et roues chromés

268\$/mois*
location 36 mois
Transport et préparation inclus

Options de paiement à la location	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0\$	372\$
2 141\$	308\$
3 483\$	268\$

SILVERADO
Cabine régulière de Chevrolet



L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers. S'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2000 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableaux de mensualités). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 450\$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 c du km après 60 000 km. **Taux de financement de 0,9% disponible jusqu'à 48 mois et jusqu'à 60 mois pour la Cavalier Exclut Metro, Corvette, camionnettes de série 2500/3500, Tahoe, Suburban et Express ainsi que les modèles Cadillac. ***À l'achat, préparation incluse, transport (Malibu 770\$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 20 000\$ à 0,9% : 60 versements de 341,01\$. Coûts en intérêts de 460,60\$. Coût total de 20 460,60\$. Exemple de financement de 20 000\$ à 0,9% : 48 versements de 424,37\$. Coûts en intérêts de 369,76\$. Coût total de 20 369,76\$. **Taux de financement de 0,9% disponible jusqu'à 60 mois à l'achat et jusqu'à 36 mois à la location lorsque indiqué. **Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. ***Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicule peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.